Maastricht University Leading in Learning!

Maastricht Graduate School of Governance (MGSoG)

Conditions, conditionnalité, conditionnalités, responsabilités – vers un terrain d'entente ?

Esther Schüring*

Octobre 2010

Working Paper
2010WP014

French Version

Maastricht Graduate School of Governance (MGSoG)

Maastricht Graduate School of Governance

The 'watch dog' role of the media, the impact of migration processes, health care access for children in developing countries, mitigation of the effects of Global Warming are typical examples of governance issues – issues to be tackled at the base; issues to be solved by creating and implementing effective policy.

The Maastricht Graduate School of Governance, Maastricht University, prepares students to pave the road for innovative policy developments in Europe and the world today.

Our master's and PhD programmes train you in analysing, monitoring and evaluating public policy in order to strengthen democratic governance in domestic and international organisations. The School carefully crafts its training activities to give national and international organisations, scholars and professionals the tools needed to harness the strengths of changing organisations and solve today's challenges, and more importantly, the ones of tomorrow.

Author
Esther Schüring, PhD fellow
Maastricht Graduate School of Governance
Maastricht University
Email: esther.schuering@maastrichtuniversity.nl

Mailing address
Universiteit Maastricht
Maastricht Graduate School of Governance
P.O. Box 616
6200 MD Maastricht
The Netherlands

Visiting address
Kapoenstraat 2, 6211 KW Maastricht
Phone: +31 43 3884650
Fax: +31 43 3884864
Email: info-governance@maastrichtuniversity.nl

Résumé

La question de savoir s'il faut conditionner les programmes de transfert monétaire social est débattue de façon controversée dans le milieu de l'aide au développement, souvent sans qu'il y ait une compréhension claire de ce que la conditionnalité représente, de ce qu'elle peut permettre, et de ses limites. De plus, les débats se basent sur des preuves rares et peu concluantes. Le but de cet article est de générer une base de compréhension commune du concept et de la théorie qui supporte la conditionnalité, de mettre en avant les différents facteurs essentiels qui aident à déterminer si la conditionnalité peut rendre un transfert monétaire social plus rentable, et de rassembler les éléments de preuve existants. En plus de reposer sur les importantes contributions faites par d'autres auteurs, la valeur ajoutée de cet article est de clairement distinguer les différentes dimensions de la conditionnalité, de combiner une perspective économique théorique à des aperçus psychologiques et politiques, de démêler de façon approfondie et systématique tous les facteurs qui déterminent l'impact que la conditionnalité peut avoir sur la rentabilité des programmes de transfert monétaire social, et de citer les éléments de preuve concernant l'influence de la conditionnalité sur le comportement des ménages.

Mots Clefs : Conditionnalité, transferts monétaires sociaux, rentabilité, preuve, pays à faibles revenus

* L'auteur remercie sincèrement Franziska Gassmann et Thomas Dohmen pour leurs précieux commentaires.

1. INTRODUCTION

La question de savoir s'il faut conditionner les transferts monétaires sociaux est débattue de façon controversée dans le milieu de l'aide au développement. Ses supporteurs présument que c'est avant tout la conditionnalité plutôt que l'argent lui-même qui engendre les améliorations à moyen- et long- terme sur les résultats obtenus par le capital humain tels que l'éducation et la santé. Ils voient aussi la conditionnalité comme un outil puissant permettant de rendre les programmes de transfert monétaire social politiquement plus attractifs et de responsabiliser les bénéficiaires. Les opposants de la conditionnalité font généralement référence au peu de preuves disponibles pour soutenir l'impact de la conditionnalité et sont concernés par sa faisabilité dans les pays à faibles revenus, sa nature paternaliste, et son potentiel à exclure de possible bénéficiaires du programme.

Très souvent, les discussions sur la conditionnalité ont un aspect idéologique sous-jacent et la décision de conditionner ou non ne repose pas sur une analyse pointue des divers facteurs qui déterminent si elle serait un instrument approprié de la programmation du transfert social. A la lumière des efforts croissants mis en œuvre pour baser l'élaboration des politiques sur des preuves, ceci est regrettable. En général, les points de vue ne diffèrent pas seulement sur la conditionnalité elle-même mais aussi sur son concept, ce qui complique souvent les discussions. De façon à avoir une discussion critique et utile à propos des preuves basées sur l'impact de la conditionnalité, il est important de se souvenir des différentes formes que la conditionnalité peu prendre. Une compréhension commune de la conditionnalité ne peut être basée ni sur des concepts différents ni sur le fait que les preuves existantes sont utilisées de façon sélective pour appuyer les arguments respectifs.

Cet article s'attache donc à conceptualiser la conditionnalité, en mettant en avant les différentes dimensions dans lesquelles la conditionnalité varie (section 2). En prenant une approche théorique, nous essaierons de discerner systématiquement les facteurs qui déterminent dans quelle mesure la conditionnalité affecte la rentabilité des programmes de transfert monétaire social, en analysant les gains d'efficacité (section3) aussi bien que les pertes d'efficacité (section 4). L'article se poursuit avec la présentation des preuves existantes sur l'impact de la conditionnalité (section 5) et conclue par un résumé des aspects principaux, en pointant vers des voies de recherche futures (section 6).

2. CONCEPT DE CONDITIONNALITE

Il est important d'avoir la même compréhension de la conditionnalité avant de s'engager dans un débat sur sa nécessité et sa valeur ajoutée. Etonnement, la conditionnalité évoque des associations variées chez les décideurs politiques, les employés gouvernementaux et les universitaires. Certains n'associent que les critères d'éligibilité avec la conditionnalité, d'autres ne font référence qu'aux programmes qui sollicitent explicitement certains comportements, d'autres enfin ne s'intéressent qu'aux programmes qui appliquent la conditionnalité strictement de façon conditionnelle. Les programmes tolérants qui proposent des dérogations pour les bénéficiaires sont assimilés à des programmes qui demandent des résultats spécifiques tels que l'obtention d'une note moyenne à l'école. De plus, certains débats s'enquièrent de savoir si les conditions souples non imposées, les programmes de travaux publics et les bourses peuvent être qualifiés dans le cadre de programmes de transfert monétaire conditionnel.

2.1 Définition de la conditionnalité

Le terme "conditionnalité" est principalement utilisé dans le contexte de l'aide étrangère où des donneurs bilatéraux et multilatéraux aussi bien que des banques de développement rendent la réception de bourses et de crédits conditionnelle à la

performance du pays dans des domaines considérés critiques par les financiers tels que la stabilité macro-économique. Dans le contexte du bien-être social, le terme de conditionnalité fait référence à une idée similaire mais faisant regard aux ménages ou aux individus qui reçoivent un transfert conditionnel du gouvernement en réponse à une forme de comportement. Cela signifie que de façon à continuer de recevoir le soutient les ménages doivent remplir certaines conditions dictées par le programme. Tandis que l'argent est censé réduire les barrières financières rencontrées par les ménages en améliorant leur niveau de vie et en utilisant les services sociaux existants, la conditionnalité est supposée lutter contre les barrières comportementales qui empêchent les ménages d'améliorer leur situation et d'échapper à la pauvreté.

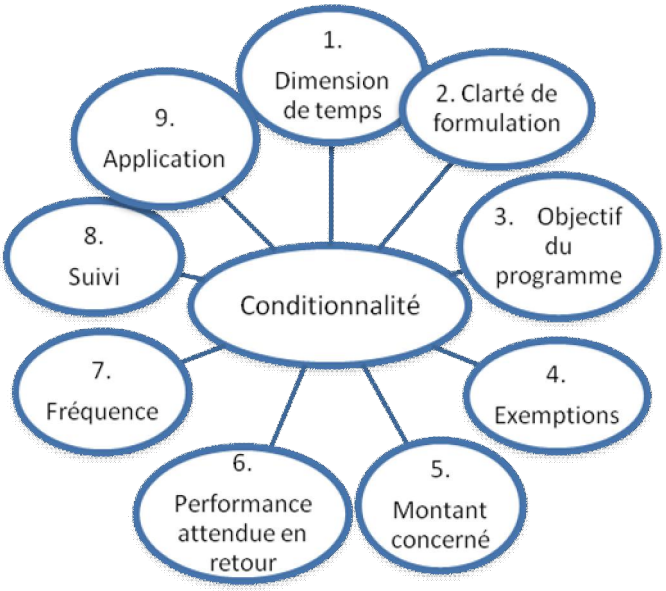
Le terme "conditionnalité" n'est pas utilisé unanimement dans le monde. En réaction à la connotation négative de la conditionnalité pendant la phase d'ajustement structurel, certains gouvernements ou agences gouvernementales ont remplacé le mot "conditionnalité" par "coresponsabilité" ou "engagements" en mettant l'accent sur le rôle actif plutôt que passif que les bénéficiaires doivent jouer et sur la double responsabilité portée par le bénéficiaire aussi bien que par le gouvernement. Le terme "conditionnalités" est aussi apparu dans nombre d'articles et de manuels, ce qui a récemment stimulé un débat portant sur l'existence réelle de ce mot ou sa création superflue.[1]

2.2 Dimensions de la conditionnalité

Les conditions dans lesquelles elles sont élaborées et mises en œuvre varient considérablement. Neuf dimensions principales peuvent être identifiées, parmi lesquelles la conditionnalité varie (Figure 1): le moment où les conditions sont placées, à quel point leur formulation est explicite, dans quelle mesure elles répondent à l'objectif primaire du programme, s'il y a des exemptions aux conditions, si les conditions sont posées par un résultat ou par une variable de sortie, si elles sont liées au paiement de l'entièreté de l'aide ou à un transfert supplémentaire, à quelle fréquence les bénéficiaires doivent s'y plier, et à quel degré elles sont contrôlées et enfin appliquées. Toutes ces caractéristiques ont un impact sur la faisabilité administrative de la conditionnalité, sur la façon dont la conditionnalité pourrait mener à des coûts insoutenables pour certains bénéficiaires et les forcer à abandonner, et sur les changements potentiellement positifs que la conditionnalité peut apporter au niveau des ménages et au niveau politique. Ces implications seront discutées plus en détails dans la section suivante.

[1] Pour une discussion sur les "conditionnalités", voir http://www.wahenga.net/node/1756

Figure 1: Dimensions de la conditionnalité



Source: Illustration de l'auteur

1. Dimension de temps

La conditionnalité peut être appliquée antérieurement au programme, déterminant l'éligibilité des ménages au programme, ou postérieurement lorsqu'elle décide si un ménage ou un individu peut continuer dans un programme particulier. La conditionnalité antérieure, définissant les critères d'éligibilité, est une pratique commune dans tous les programmes de transfert monétaire social à l'exception des programmes réellement universels tels que la "Basic Income Grant" en Namibie. L'introduction de la conditionnalité antérieure n'est pas un élément essentiel de tous les programmes de transfert monétaire.

2. Clarté de formulation

La conditionnalité peut être part entière du programme et être clairement formulée aux bénéficiaires sous la forme d'une lettre ou d'un contrat qu'ils doivent signer ou elle peut être de nature indirecte. De nature indirecte signifie qu'elle influence le comportement du ménage au travers du choix de modalités de mise en œuvre plutôt que sous la forme d'une obligation communiquée officiellement.

3. Objectif

Les programmes peuvent se concentrer uniquement sur le domaine auquel s'applique la condition ou ils peuvent avoir des objectifs plus larges, le domaine sous condition ne s'appliquant alors qu'à l'un d'entre eux. Quand le transfert est par exemple directement lié à l'inscription scolaire dans le cas de boursiers, ou directement lié à l'accouchement dans un centre de santé dans le cas d'un programme qui encourage de meilleurs résultats sur la santé des femmes enceintes et allaitantes, le transfert n'est payé que lorsque les bénéficiaires s'engagent effectivement dans ces activités. Ceci diffère de la conditionnalité des programmes dont l'objectif principal est d'accroître les niveaux de consommation des ménages et dont l'intention est de guider mais non pas de totalement prédéterminer le modèle de dépense des ménages. Dans ce cas, la conditionnalité s'applique à des domaines qui doivent être renforcés.

4. Exemptions

La conditionnalité peut s'appliquer à tous les ménages bénéficiaires ou seulement à un sous-groupe, les autres bénéficiaires étant exemptés. Certains bénéficiaires peuvent être exemptés parce que le ménage n'inclut aucun membre dont le comportement est soumis à condition tels que des enfants en âge scolaire, des enfants de moins de cinq ans, des femmes enceintes, etc. La présence ou non d'un groupe qui échappe à la conditionnalité dépend principalement de l'objectif du programme de transfert monétaire. Si l'objectif principal est de réduire la pauvreté critique et que tous les ménages pauvres, en dépit de leur composition sont ciblés, les exemptions sont nécessaires. Si les objectifs du transfert sont exclusivement éducatifs et sanitaires, et qu'il n'inclut que des ménages avec des membres sous condition, les exemptions ne sont pas nécessaires. De plus amples exemptions peuvent être mises en place pour les ménages qui ne peuvent pas se conformer à la conditionnalité pour des raisons hors de leur contrôle, telle que l'indisponibilité des services à distance de marche ou l'irrégularité des services offerts dues à un manque de personnel enseignant ou de santé, etc.

5. Montant concerné

Etroitement lié à l'objectif du programme, les transferts monétaires peuvent être entièrement ou partiellement conditionnels. Si la conditionnalité est liée à des bourses spécifiquement éducatives ou sanitaires qui doivent promouvoir des résultats éducatifs ou sanitaires spécifiques, la non-conformité mène normalement à l'annulation complète du transfert. Si la conditionnalité se rattache à un transfert plus général de bien-être qui, en plus d'assurer la survie des ménages, encourage aussi l'utilisation des services de santé et d'éducation, la non-conformité peut affecter le montant total du transfert ou seulement la partie qui couvre les dépenses de santé et d'éducation. Si la conditionnalité peut être perçue comme le "bâton" qui punit les bénéficiaires pour non-conformité lorsqu'elle est appliquée à l'entièreté du transfert, elle a plutôt un caractère de "carotte" si elle affecte seulement un sous-transfert supplémentaire sur la santé et l'éducation.

6. Performance attendue en retour

La conditionnalité peut être liée à une variable de sortie, nécessitant que le bénéficiaire utilise certains services tels que d'aller à une consultation pour les moins de cinq ans ou d'aller à l'école de façon régulière; ou elle peut être liée à un résultat, dans l'attente que le bénéficiaire démontre un résultat positif de l'utilisation d'un service comme de bonnes notes à l'école, l'absence de redoublement ou une croissance continue pour les enfants de moins de cinq ans. Kane et al. (2004) suivent une logique similaire en différenciant les conditions de comportement simple (accomplissement direct) ou complexe (accomplissement maintenu).

7. Fréquence

La conditionnalité peut n'être qu'une condition requise unique telle que la vaccination d'un bébé ou l'obtention d'un certificat de naissance, ou elle peut être de nature régulière telle qu'une présence scolaire de 85% ou une surveillance régulière de la croissance pour lesquelles la conformité est contrôlée chaque mois ou chaque trimestre (Lund, Noble et al. 2008).

8. Suivi

Habituellement, quand un transfert est conditionnel, la conformité est contrôlée dans le temps. Considérant les contraintes administratives impliquées dans le suivi, certains programmes ont choisi de renoncer aux activités de suivi et se limitent à des vérifications ponctuelles irrégulières tandis que d'autres programmes exigent un suivi régulier et documenté.

9. Application

La conditionnalité peut être de nature punitive, basée sur le développement, ou souple. Comme le mot l'indique, la conditionnalité punitive punit les ménages qui ne s'y conforment pas en retirant au moins une partie du transfert monétaire. La conditionnalité de développement implique que lorsque les ménages ne parviennent pas à s'y conformer, un assistant social évalue les raisons de la non-conformité et essaye de trouver une solution individualisée avec le ménage avant que le transfert ne soit définitivement arrêté. La conditionnalité "souple" signifie que les conditions ne sont pas appliquées mais restent officiellement la responsabilité du ménage bénéficiaire. L'intérêt des programmes à conditionnalité souple est donc plus basé sur l'évaluation et la sensibilisation que sur la récompense et la punition des bons et des mauvais comportements.

2.3 La conditionnalité en pratique

La nature de la conditionnalité est relativement similaire entre les différents pays appliquant des transferts monétaires sociaux. Dans le domaine de la santé ils requièrent souvent un suivi régulier de la croissance et l'achèvement des vaccinations des enfants de moins de six ans, des bilans anténatals et postnatals pour les femmes enceintes et allaitantes ainsi que la participation à des séances de formation. Dans le domaine de l'éducation, ils requièrent souvent l'inscription à l'école ainsi qu'une présence régulière. Quoi qu'il en soit, les programmes de transfert monétaire social dans le monde divergent significativement dans la façon dont ils sont élaborés et dans les conditions de mise en œuvre dans ces deux domaines. L'information sur 39 programmes actifs ou récents de transferts monétaires conditionnels dans le monde compilée par la Banque Mondiale en 2009 (Fiszbein et Schady 2009) et sur des programmes africains en particulier en 2010 (Garcia et Moore 2010) nous donne un aperçu de cette variété (voir l'annexe 1 pour une vue d'ensemble).

La majorité des programmes ne présentent officiellement pas de disposition pour les **exemptions**. Considérant le faible niveau de suivi et d'application dans beaucoup de pays en particulier en Afrique, des dérogations indirectes sont tout de même pratiquées. Il existe aussi des programmes tels que le programme communautaire CCT en Tanzanie et le programme OVC au Kenya qui ne rendent la conditionnalité obligatoire que pour ceux qui ont accès aux écoles et aux centres de santé. En Jamaïque, les enfants handicapés sont exemptés.

En ce qui concerne le **montant affecté**, l'absence d'application de la conditionnalité affecte la totalité du transfert dans 40% de tous les programmes de transfert monétaire conditionnel. Pour environ 21% de tous les programmes, le transfert est divisé en sous-transferts pour l'éducation et la santé et la non-conformité avec l'une des conditions ne concerne que la partie correspondante du transfert. Dans 13% des programmes, la plus faible proportion, la conditionnalité est placée sur des bourses supplémentaires pour l'éducation et la santé, en plus de bourses pour la nourriture de base / le bien-être que le ménage reçoit de toute façon. 22% de tous les programmes sont des bourses purement éducatives et sanitaires et ont donc un centre d'intérêt exclusif au contraire des transferts de bien-être qui se concentrent sur le bien-être général et la survie d'un ménage ou d'un individu particulier **(objectif)**.

Dans environ 67% des programmes, la conditionnalité est liée à la variable de sortie, ce qui signifie que les conditions ne requièrent des bénéficiaires que d'utiliser les services sociaux mais que l'utilisation de ces services ne doit pas mener à un résultat particulier (**performance attendue en retour**). La plupart des programmes à conditionnalité liée au résultat sont des transferts spécifiquement éducatifs ou sanitaires qui visent principalement à récompenser les bonnes performances tels que le programme de bourse au Cambodge ou le programme HIV et AIDS en Tanzanie.

La majorité des programmes sont à conditionnalité régulière, et seulement quelques uns requièrent des conditions uniques telles que la réception d'un certificat de naissance ou la participation à des sessions de formation (**fréquence**). La régularité de la conditionnalité varie cependant. Il existe par exemple des programmes qui demandent une présence scolaire de 75% tel que celui du Bangladesh ou des programmes qui demandent une présence de 90% tel que celui du Burkina Faso. Certains programmes exigent des bilans de santé mensuels pour les enfants de moins de 1 an alors que d'autres exigent des bilans trimestriels. Non seulement le pourcentage mais aussi l'unité de référence varient d'un programme à l'autre. Avec des programmes exigeant 80% de présence scolaire par mois au contraire de ceux qui exigent 80% de présence sur l'ensemble de l'année.

Bien sûr, la régularité aussi bien que le nombre de conditions affectent la régularité des **activités de suivi**, avec encore une fois des suivis intensifs dans des pays tels que le Chili, le Brésil, le Mexique et la Turquie à des vérifications aléatoires en Argentine, au Bengladesh et en Tanzanie et jusqu'à l'absence de suivi dans des pays tels que l'Equateur et le Ghana.

Les programmes diffèrent significativement lorsqu'on en vient à **l'application** des mécanismes. Des pays tels que le Brésil, le Chili et le Salvador ont officiellement adopté une approche de développement, impliquant des échanges considérables entre les assistants sociaux et les ménages, et un service individualisé avant qu'une décision finale ne soit prise. Il y a aussi un bon nombre de pays où les transferts sont plus rapidement réduits ou annulés tels que le Mexique ou la Jamaïque. La plus part des programmes à conditionnalité souple le sont par nature du fait des contraintes de capacité, qui rendent un suivi et une application correctes pratiquement impossible.

Pour le reste de cet article, nous restreindrons la discussion sur la conditionnalité aux programmes qui déploient une conditionnalité postérieure qui est explicite par nature et qui se rattache aux programmes avec un centre d'intérêt sur le bien-être général aussi bien qu'aux programmes avec un centre d'intérêt spécifiquement éducationnel et sanitaire.

3. LES RAISONS DE LA CONDITIONNALITE

La théorie de base de la micro-économie nous apprend que les transferts monétaires inconditionnels sont supérieurs aux transferts monétaires conditionnels puisque les premiers permettent au bénéficiaire de choisir librement dans un éventail de biens et de services variés qui optimise son quotidien. Il y a cependant des exemples où les ménages ne n'atteignent pas les niveaux d'investissement optimaux dans l'éducation et la santé, et des politiques plus paternalistes telles que l'attachement d'une conditionnalité au transfert monétaire peuvent être justifiées. Alors que la plupart des économistes voient un tel paternalisme avec scepticisme (voir par exemple Glaeser 2005), ils l'acceptent habituellement dans le cas où des enfants sont privés de services d'éducation et de santé ou lorsqu'une faible prise de décision a des effets désastreux sur la société (Stiglitz 2000; Thaler et Sunstein 2003).

On distingue principalement cinq arguments pour expliquer que la conditionnalité peut améliorer l'efficacité des programmes de transfert monétaire social: efficacité privée, efficacité sociale, économie politique, autonomisation et équité (Das, Do et al. 2005; de Janvry et Sadoulet 2006; Bastagli 2008; Fiszbein et Schady 2009). Dans un premier temps, le gouvernement peut s'inquiéter de voir les ménages ne pas atteindre leur optimum privé en termes de prise de décision concernant les investissements à faire pour l'éducation et la santé (**inefficacité privée**). Ceci peut être dû à un manque d'information, un manque d'altruisme des parents vis à vis des enfants, l'étroitesse d'esprit ou l'aversion du risque (**inefficacité sociale**). La conditionnalité peut de plus être le signal permettant aux politiciens d'accepter une intervention de bien-être social qui serait sans cela mal acceptée (**économie politique**). On argumente de savoir si la conditionnalité peut autonomiser les ménages

bénéficiaires aussi bien que les membres individuels du ménage en augmentant par exemple le pouvoir de négociation des femmes (**autonomisation**). Enfin, la conditionnalité peut mener à une meilleure équité en améliorant la performance du ciblage d'un programme de bien-être social, en démotivant ceux qui ne sont pas qualifiables (**équité**).

L'utilisation d'incitations conditionnelles pour influencer le comportement est aussi une forme de traitement commun dans la thérapie de comportement en psychologie. La régulation de la contingence, un traitement utilisé dans les troubles de l'utilisation de substances tels que l'abus de drogue ou l'obésité se base sur les trois principes essentiels de 1) suivi fréquent ou ciblage du comportement, 2) fourniture d'encouragements lorsque le comportement ciblé survient et 3) retrait de l'encouragement lorsqu'il ne survient pas (Petry, Petrakis et al. 2001). Alors que la psychologie a une tradition de longue date dans l'encouragement des comportements, si l'on en revient à notre approche économique, peu d'efforts sont mis en œuvre pour utiliser ses expériences pour la recherche sur les programmes de transfert monétaire social (Medlin et de Walque 2008). Cette section tentera de construire plus en avant sur les expériences et les idées apportées par la psychologie en complément des raisonnements et preuves venue de l'économie.

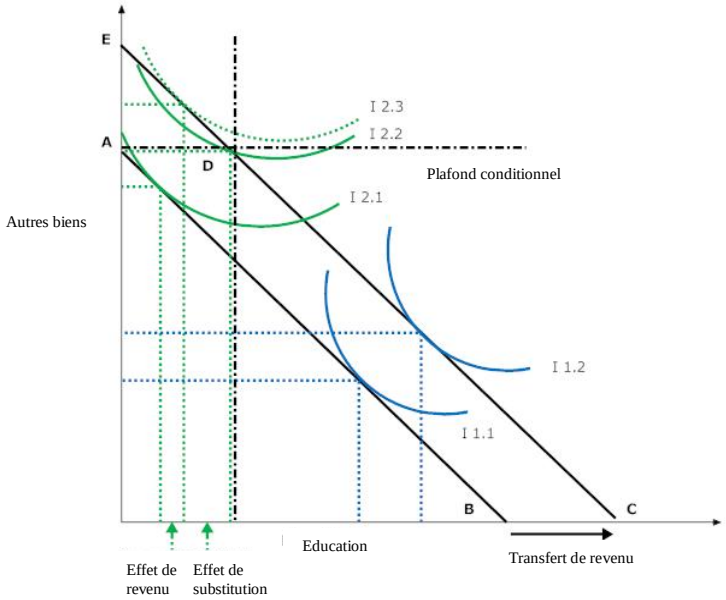
3.1 Supériorité économique des transferts monétaires inconditionnels

De façon à distinguer quel type de transfert est plus efficace, il est crucial de clarifier l'objectif du programme. Comme discuté précédemment, les programmes de transfert monétaire conditionnel peuvent établir des priorités différentes lorsqu'on en vient aux objectifs qui vont d'un centre d'intérêt primaire d'accroissement des revenus des pauvres ou des vulnérables (réduction de la pauvreté à court terme), à une accumulation sur le capital humain (réduction de la pauvreté à long terme). Si le centre d'intérêt est principalement l'amélioration des résultats scolaires et sanitaires, qui nécessitent un changement de comportement, un transfert monétaire conditionnel ciblé vers ceux qui n'investissent pas suffisamment dans la scolarisation et la santé, peut être plus efficace. Si au contraire, le centre d'intérêt principal est d'augmenter le niveau de bien-être des pauvres avec comme objectif secondaire de renforcer le capital humain pour éviter la pauvreté à long terme, le pari est différent.

Dans la situation où les mandataires se comportent de façon raisonnable, les marchés fonctionnent, et le gouvernement prend ses décisions dans le meilleur intérêt des citoyens, les transferts monétaires inconditionnels sont un choix optimal. Ils permettent aux mandataires de maximiser leur utilité en les laissant choisir l'éventail de biens et de services qui leur convient le mieux. La combinaison choisie de biens et de services peut coïncider avec les choix faits par le planificateur social si les préférences sont similaires mais toute forme de standardisation des biens et services que chaque citoyen doit utiliser risque d'abaisser en partie le bien-être des mandataires.

Si l'on regarde la figure 2, nous voyons l'impact qu'un transfert monétaire conditionnel peut avoir par comparaison à un transfert monétaire inconditionnel sur deux ménages différents repérés par les couleurs "bleue" et "verte" selon le cadre de travail de l'économie standard. Les deux ménages peuvent choisir un éventail d'éducation et d'autres biens qui rentrent dans leur contrainte budgétaire marquée par les points A et B. Il est important de noter que pour les biens sous conditions, l'éducation et la santé, nous ne nous intéressons pas aux choix dichotomiques – par exemple, si un enfant est inscrit à l'école ou si le carnet de vaccination est disponible – mais à des domaines dans lesquels de petits changements sont possibles (présence à l'école, pourcentage d'exécution des vaccinations, etc.). Le transfert monétaire inconditionnel déplace la ligne budgétaire de AB à CE alors que les transferts monétaires conditionnels déplacent la ligne de AB à CDA, plafonnant la consommation des "autres biens" à A. Dans ce scenario, on s'attend à ce que le transfert monétaire couvre toutes les dépenses liées à l'école et est supposé permettre au ménage de remplir la condition, même si aucun des revenus précédents n'a été investi dans l'éducation.

Figure 2: Comparaison des effets sur le bien-être des schémas de transfert monétaire conditionnel ou inconditionnel



Source: Illustration de l'auteur

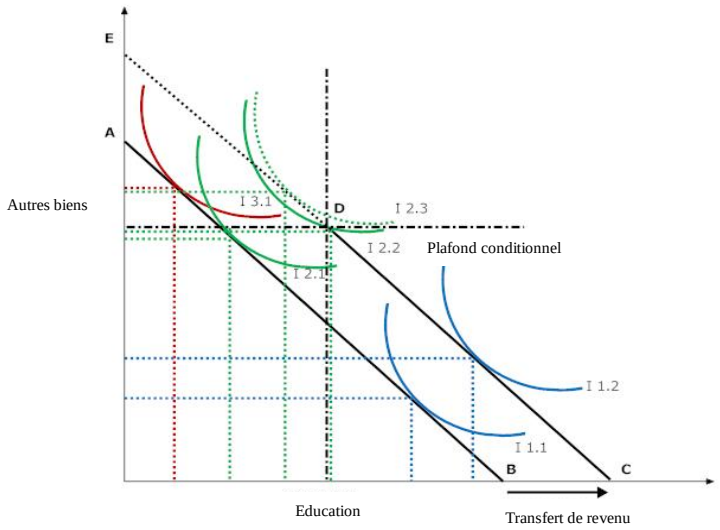
Tandis que le ménage "bleu" ne fera pas la différence entre les transferts monétaires conditionnels ou inconditionnels, puisque la conditionnalité ne change pas le niveau de la courbe d'indifférence qu'il peut atteindre (I 1.2), le ménage "vert" préférera le transfert monétaire inconditionnel. Le transfert monétaire conditionnel restreindrait le ménage vert à la courbe d'indifférence I 2.2 et à l'éventail correspondant d'éducation et autres biens au point d'intersection tandis que le transfert monétaire inconditionnel permettrait au ménage d'atteindre une plus haute courbe d'indifférence (I 2.3). Un transfert monétaire conditionnel abaisserait en conséquence le bien-être du ménage vert. En même temps, le ménage vert est le ménage appartenant au groupe principalement ciblé d'un programme de transfert monétaire conditionnel puisque ce ménage, en l'absence de transfert inconditionnel, déciderait de prendre le transfert monétaire conditionnel et de substituer une partie du revenu normalement attribuée aux "autres biens" (voir la décision prise sous I 2.3) à l'éducation.

L'abaissement du bien-être du ménage "vert" n'a un sens que si l'on croit qu'il y a des inefficacités de marché qui l'amènent à prendre des décisions sous-optimales du point de vue privé. Cela signifie que le ménage "vert" base ses décisions sur la mauvaise courbe d'indifférence qui n'affecte en réalité pas ses véritables préférences. Ceci peut survenir à cause de contraintes d'information ou par exemple d'un manque d'altruisme dans le ménage. Cela est d'autant plus justifié si le ménage "vert" prend les décisions sous-optimales d'un point de vue social en ne tenant pas compte des retours positifs que peuvent générer l'éducation et la santé, menant donc à un résultat de bien-être social sous-optimal pour la société. Un transfert monétaire conditionnel peut aussi être le meilleur choix si le gouvernement ne fourni le transfert de revenus que dans les cas où la condition y est attachée. Dans ce scenario, le ménage "vert" et le ménage "bleu" adhéreraient à la conditionnalité si c'est le seul moyen d'obtenir le transfert de revenus.

Le graphe de la figure 3 représente un scenario légèrement modifié dans lequel le transfert aux ménages ne couvre pas toutes les dépenses liées à l'éducation, menant à des compromis différents pour certains ménages. Le ménage "bleu" reste indifférent vis-à-vis des transferts monétaires conditionnels ou inconditionnels et le ménage "vert" aurait à nouveau pris une autre décision en se déplaçant vers une courbe d'indifférence plus haute (I 2.2.) si le transfert devait être inconditionnel. Au contraire du ménage "vert", le ménage "rouge" refuse

de participer au programme puisqu'il aurait à déplacer une trop grande partie de son revenu depuis les "autres biens" vers l'éducation de façon à rentrer dans les conditions. Qui participe au programme est donc largement déterminé par la limite et la taille du transfert. Si le transfert est par exemple doublé ou la condition sur l'éducation diminuée de moitié, le ménage rouge déciderait aussi de participer au programme. Pour tous les ménages du quart situé en bas et à gauche (démarqué par les lignes du "plafond conditionnel"), le transfert mènerait à un changement de comportement.

Figure 3: Conséquences de la conditionnalité en cas de transfert insuffisant



Source: Illustration de l'auteur

En conclusion, les transferts monétaires inconditionnels sont au moins aussi efficaces que les transferts monétaires conditionnels et peuvent même être supérieurs pour certains ménages tels que les ménages "vert" et "rouge" dans notre exemple. Ceci est le cas au moins dans la situation où tous les ménages se comportent de manière raisonnable, où le marché est tout à fait fonctionnel et où le gouvernement est bienveillant.

3.2 Arguments sur l'efficacité privée

L'une des façons dont la conditionnalité peut donc améliorer l'efficacité est lorsque le marché est défaillant et que les ménages n'atteignent pas leur optimum privé en termes d'investissement dans l'éducation et la santé. Les ménages peuvent ne pas atteindre leur optimum privé parce qu'ils ont accès à une information imparfaite sur les bénéfices de l'éducation et de la santé, parce que les parents ne se comportent pas de façon totalement altruiste envers leurs enfants, ils sont étroits d'esprit, redoutent le risque et sous-investissent donc dans l'éducation et la santé.

3.2.1 Information imparfaite

Les ménages, en particulier ceux où les parents eux-mêmes n'ont pas eu accès à l'éducation, sont souvent désinformés sur la valeur de l'éducation pour le présent et le futur de leurs enfants et investissent donc de façon sous-optimale. Il est possible qu'ils ne réalisent pas que l'éducation est un prérequis pour atteindre des gains de productivité sur le marché local ou qu'ils ne soient pas adéquatement informés à propos du rendement de l'éducation dans les communautés extérieurs. Le manque d'éducation est encore plus problématique lorsqu'il s'agit de combiner de façon optimale les composants de programmes multisectoriels qui s'intéressent simultanément à l'éducation, la santé et la nutrition (de

Janvry et Sadoulet 2006). La conditionnalité dans ce cas a un effet signalétique informant les ménages du niveau d'éducation requis. Ils entrent particulièrement en jeu quand d'autres approches telles que les campagnes publiques d'information n'ont pas réussi à réduire les asymétries d'une information plus simple (de Brauw et Hoddinott 2007). Lorsque Fiszbein & Schady (2009) proposent que les campagnes d'information puissent souvent être plus économiques pour réduire certaines de ces asymétries d'information, ils avertissent aussi que les fausses croyances se renforcent elles-mêmes et que seuls les gens qui veulent bien être informés prendront avantage de telles campagnes.

Ceci est particulièrement le cas quand de fausses croyances à propos de prédispositions pour un bon apprentissage ou sur le véritable rendement de l'éducation sont transmises de génération en génération. Les personnes les plus pauvres peuvent par exemple être convaincues que leurs enfants n'ont pas le potentiel nécessaire pour enregistrer les connaissances enseignées à l'école. Même s'ils croient que leurs enfants ont le potentiel, ils sont souvent sceptiques face aux résultats de la scolarisation vis-à-vis du rendement de l'éducation. De cette façon, l'établissement des liens corrects ou l'apport d'un support financier peuvent avoir leur importance. Les études de Jensen (2010) pour la République Dominicaine, de Attanasio et Kaufmann (2009) pour le Mexique, et de Nguyen (2008) pour Madagascar démontrent que le rendement attendu de l'éducation est souvent substantiellement moindre que le rendement réalisé, en particulier pour les enfants qui viennent de ménages où le niveau d'éducation est moindre.

3.2.2 Altruisme imparfait

Les parents ne remplissent cependant pas toujours leur rôle de mandataire au nom des préférences des enfants même s'ils ont accès à une information complète. Certains parents discréditent par exemple activement le futur ou évaluent le taux de rendement plus faiblement que leurs enfants, ce qui résulte en moins d'éducation et encore moins de santé. Des études empiriques menées par Kochar (cité par Das, Do et al. 2005) montrent que le taux de rendement de l'éducation des enfants varie significativement entre les parents et les enfants et que les décisions éducatives suivent le taux de rendement des parents. Les différences entre sexes dans les décisions d'éducation et de santé, désavantageant principalement les filles, sont un autre exemple de disfonctionnement du rapport mandant-mandataire entre les enfants et les parents. Les parents peuvent aussi décider contre une meilleure éducation de leurs enfants par exemple parce qu'une moindre éducation limite la mobilité des enfants et alimente donc une plus grande chance de garder les enfants dans le village local.

Les parents eux même ne sont pas toujours des mandataires unitaires. Le conflit d'intérêt dans le processus de négociation qui s'ensuit dans le ménage peut survenir entre le chef de foyer et son épouse d'une part et les enfants d'autre part. Ceci est dû au fait que l'épouse, dont les préférences ont tendance à être plus en ligne avec celle de ses enfants[2], a habituellement un pouvoir de négociation inférieur dans le ménage dans la plupart des pays en voie de développement avec des relations patriarcales. Les enfants comme la femme dont l'utilité augmente avec un plus grand bien-être pour les enfants revendiqueront de bénéficier de la conditionnalité. La valeur ajoutée de la conditionnalité si la femme est le receveur du transfert, est que la conditionnalité affecte normalement une plus grande part du revenu plutôt que juste le transfert du gouvernement (Martinelli et Parker 2003).

[2]Voir les preuves sur la plus grande probabilité qu'ont les femmes d'investir dans leurs enfants fournies par Haddad et al (1997), Kakwani et al (2005), Barrientos et de Jong (2006). Ezemenari et al (2002) apportent de même un décompte de preuves positives mais mettent aussi en garde le lecteur qui considérerait systématiquement que la femme porte des jugements objectifs.

3.2.3 Etroitesse d'esprit

Même si les parents ont accès à une information complète et se comportent de façon altruiste envers leurs enfants, ils font des choix sous-optimaux s'ils sont impatients et tentés de troquer la consommation future pour la consommation présente. Plusieurs raisons expliquent cette impatience telles que la dynamique changeante des préférences, l'anticipation de la fonction, la formation d'habitudes, les influences viscérales, le biais de prédiction et d'autres considérations (voir Frederick, Loewenstein et al. 2002 pour un aperçu détaillé). Dans notre scenario, où les ménages décident contre les investissements dans le capital humain avec de potentiels gains supérieurs à terme, la variation de dynamique des préférences et les influences viscérales sont des raisons plausibles derrière l'étroitesse d'esprit.

La dynamique changeante des préférences, sans tenir compte de son infinité, fait référence au fait que les sacrifices sont promis au moment où ils sont distants mais sont abandonnés lorsque vient le moment. Cette variation est étayée par un grand nombre de preuves collectives (Frederick, Loewenstein et al. 2002). La mesure dans laquelle les gens sont capables de contrôler eux-mêmes les problèmes dépend de leur degré de sophistication comme le discutent O'Donoghue et al. (2003). Les gens les plus avertis ne sont pas forcement totalement imperméables à des phénomènes tels que la surconsommation ou la procrastination mais ils recherchent et réagissent aux moyens de s'engager, tandis les gens plus naïfs n'agissent de la sorte que s'ils reçoivent une meilleure éducation ou s'ils reçoivent des encouragements pour utiliser les moyens de s'impliquer. Toutefois, l'éducation ou l'information des personnes naïves ne doivent pas se reposer sur une approche de demande puisque ces mêmes personnes sont aussi celles qui remettent à plus tard la recherche d'information. D'autres ont expliqué cette impatience par des influences viscérales telles que la faim ou des besoins soudains qui présentent des fluctuations transitoires de goût. Ces influences viscérales font apparaitre certaines activités plus attractives même si les gens ne préféreraient normalement pas succomber à ces envies. De plus, même s'ils en ont déjà fait l'expérience, les gens ont tendance à ignorer l'influence de ces forces viscérales dans le futur (Loewenstein, Camerer et al. 2004).

L'étroitesse d'esprit est problématique puisque les ménages surconsomment dans le présent - même en comparaison avec leurs préférences passées – et leur bien-être est par conséquent diminué. Green et al. montrent que cet effet est plus prononcé chez les individus à faibles revenus (1996). Dohmen et al. (2010) ont noté une plus grande impatience chez les gens avec des capacités cognitives inferieures. Les bas revenus et les faibles capacités cognitives peuvent probablement être attribués aux receveurs d'une assistance sociale, ce qui signifie que l'impatience est particulièrement amplifiée.

Le rôle des marchés de crédit ne doit toutefois pas être ignoré lorsqu'on discute les préférences temporelles. Lorsque les marchés de crédit sont parfaits, on s'attend à ce que les taux réduits affectent la consommation mais pas les décisions d'investissement dans le capital humain. Cependant, lorsque les marchés de crédit sont imparfaits, ce qui est plus probable dans les pays à faibles revenus, les parents étant restreints dans leur éventail de choix, peuvent ne pas être capables de prendre les décisions d'investissement optimales car les décisions prises sur la consommation et les investissements ne le sont plus séparément. En conséquence, si les parents n'ont pas d'autres moyens de lisser leur consommation, ils préféreront peut être une plus grande consommation aujourd'hui au travers du travail d'un enfant et les économies faites sur les dépenses scolaires plutôt qu'une consommation inferieure pour une meilleure éducation et une meilleure santé de leur enfants.

Tandis qu'il est difficile d'influencer les marchés de crédit, il est plus facile d'influencer les comportements humains. Des moyens de s'engager et les encouragements à les utiliser sont proposés par plusieurs auteurs (Laibson 1998; Frederick, Loewenstein et al. 2002; O'Donoghue, Rabin et al. 2003) comme des mesures d'auto-contrôle. De ce point de vue, la

conditionnalité peut être comprise comme le moyen de limiter la capacité des ménages à échanger la consommation future pour la consommation présente (de Brauw and Hoddinott 2007) et l'argent reçu est un encouragement à utiliser ce moyen de participation. Les mêmes auteurs qui préconisent les moyens d'engagements mettent aussi en garde contre leur utilisation. Laibson (1998) indique que les moyens d'engagement peuvent retirer la flexibilité en réaction aux chocs des ménages et O'Donoghue (2003) remarque de façon critique que avant de discuter les politiques d'auto-évaluation des problèmes, l'amplitude du mal doit d'abord être évaluée.

3.2.4 Comportement à faible risque

Les bénéficiaires potentiels venants de ménages à faibles revenus, ont souvent été caractérisés comme très résistants à prendre des risques, ceci ayant des conséquences négatives sur la prise de décisions pour l'éducation et la santé. Des économistes tels que Lipton (1968) jusqu'aux économistes rédacteurs du Rapport sur le développement dans le monde (2001) ont insisté sur la corrélation entre la pauvreté et l'aversion du risque et la limitation des mécanismes de gestion du risque. Ceci est cohérent avec la théorie de l'utilité attendue qui postule une décroissance de l'aversion du risque absolu quand la richesse augmente. L'aversion du risque peut alors mener à des décisions d'investissement sous-optimales, pas seulement en ce qui concerne les investissements financiers mais aussi en ce qui concerne les investissements dans le capital humain. La scolarisation dans les classes inferieures a souvent été caractérisée comme une décision d'investissement à risque pour les parents à cause des coûts directs et indirects qui y sont rattachés, l'incertaine capacité des enfants et le taux de rendement incertain sur le marché de l'emploi en fin de parcours (Belzil and Leonardi 2007). Le risque des investissements sur le capital humain est encore accru par le fait que les risques sur le capital humain ne sont pas assurables ni diversifiables (Shaw 1996). La croyance dans cette chaîne de cause à effet, que la pauvreté engendre l'aversion du risque et qu'une plus grande aversion du risque mène à des décisions sous-optimales sur le capital humain, motive le choix de la conditionnalité qui force les ménages à prendre le risque et à éviter les décisions sous-optimales.

Cette chaîne causale allant de la pauvreté en passant par l'aversion du risque et jusqu'à des décisions humaines sous-optimales n'est que partiellement confirmée par des preuves. Les premières expériences menées dans les années 80 sur les attitudes envers le risque en Inde rurale n'ont trouvées aucunes preuves pour soutenir le premier lien allant de la richesse à l'aversion du risque (Binswanger 1980). Les expériences de Mosley et Verschoor en Uganda, en Ethiopie et en Inde confirment ce résultat mais montrent que c'est plus la vulnérabilité mesurée subjectivement que le revenu mesuré objectivement qui pilote les attitudes face au risque (2005). De plus récentes preuves apportées par une étude expérimentale menée au Vietnam (Tanaka, Camerer et al. 2010) amènent à la conclusion qu'il n'y a pas de relation directe. Au contraire, Yessuf (2004) de même que Wik et al. (2004) découvrent à partir de preuves expérimentales venant d'Ethiopie et de Zambie une relation négative, signifiant qu'une plus grande richesse diminue l'aversion du risque. A propos de la relation entre le risque et les décisions sur le capital humain, Belzil et Leonardi (2007) concluent que les preuves empiriques sont rares et peu concluantes. C'est seulement en vérifiant l'endogénéité et les mesures d'erreurs qu'au contraire d'analyses précédentes (Belzil et Leonardi 2007), ils trouvent que l'aversion du risque a un impact négatif sur les investissements dans l'éducation. En regard à la santé, Hammit et Haminger (2010) montrent que l'aversion du risque augmente la volonté des parents à investir dans une nourriture plus sûre. Dans le domaine de la santé, il est de toute façon probable que l'aversion du risque se traduise par une plus grande promptitude à faire des investissements.

3.3 Arguments sur l'efficacité sociale

Même si les ménages atteignent leur optimum privé, cet optimum privé peut ne pas être socialement optimal. Il peut y avoir une divergence entre les optima privé et social à cause des externalités positives directes que sont l'éducation et les mesures de santé préventives et/ou de futurs coûts sociaux élevés dus aux sous-investissements dans l'éducation et la santé que le ménage ne prend pas en compte dans ses décisions éducatives et sanitaires.

Das et al. (2005) font la distinction entre 2 types d'externalités auxquelles les ménages ne réfléchissent pas dans leur prise de décision sur l'éducation et la santé: les externalités physiques et les externalités d'apprentissage. Les externalités physiques sont des effets de déversement de l'expérience positive d'un ménage ou d'une communauté dans le ménage ou la communauté avoisinante. Les externalités d'apprentissage font référence aux bénéfices d'une première expérimentation à nouveau réalisée avec une nouvelle approche pour d'autres participants potentiels, ce qui crée un scenario classique de profiteur. Tandis que des études empiriques sèment le doute sur l'importance des externalités positives, au moins pour les économies de l'Ouest (Acemoglu et Angrist 1999; Heckman 2000; Bils, Klenow et al. 2004), on dispose de quelques études sur des pays à faibles revenus qui témoignent de leur impact. Miguel et Kremer (2004) montrent que ces externalités physiques pratiquement expérimentées dans un programme de déparasitage au Kenya où les étudiants non traités bénéficient également de l'intervention. Ces bénéfices sont largement connus pour les programmes de vaccination. Kremer et al. (2004) fournissent aussi des preuves sur les externalités positives résultants d'un programme de bourse pour filles au Kenya qui a eu un effet positif sur les mauvaises notes des filles aussi bien que sur celles des garçons. Lalive et Cattaneo (2009) montrent des preuves d'un effet d'interaction sociale sur la scolarisation qui est au moins aussi important que l'effet direct du transfert monétaire.

Janvry & Sadoulet (2006) soulignent les coûts futurs potentiellement élevés qui résultent de sous-investissements dans l'éducation et les mesures de santé préventive, tels que l'augmentation des niveaux de crime et d'insécurité, la perte d'emploi et des contributions entrepreneuriales pour couvrir la croissance économique, le manque de participation informée à des pratiques démocratiques et la poursuite de la sous-estimation de la valeur de l'éducation par les futurs parents. Le travail pionnier de Heckman (2000) démontre aussi les implications négatives à long terme du sous-investissement dans l'enfance précoce pour le développement de l'enfant aussi bien que pour la société telles que la baisse de la productivité et de la capacité de gain, l'augmentation du potentiel criminel et la faiblesse des pratiques parentales.

3.4 Arguments politico-économiques

Une analyse des institutions politiques, acteurs et motivations dans le processus de la prise de décision peut expliquer pourquoi les politiques elles-mêmes divergent des politiques économiques optimales. Les gouvernements ne représentent pas toujours les intérêts de leurs électeurs dans le processus de prise de décision. Premièrement, il est difficile pour un gouvernement de regrouper les préférences d'individus variés. Deuxièmement, selon le théorème d'impossibilité d'Arrow, le gouvernement d'un état démocratique n'agit pas avec le même degré de cohérence et de rationalité qu'un individu. Les décisions sont donc souvent le résultat de processus de négociation, de lobbying et de recherche de rente.

L'évaluation des institutions politiques, des acteurs et des motivations qui sont derrière les réformes et programmes en faveur des pauvres est par conséquent cruciale au lancement et au soutien des mesures de réduction de la pauvreté. Même si Künnemann & Leonhard (2008) soutiennent que les transferts monétaires sont un droit de l'homme, qui vient avec l'obligation pour l'état d'agir et qui ne requière donc pas plus de légitimité en termes de conditionnalité; il ne faut pas sous-estimer que la façon dont un programme est établi et mis en place influence sa viabilité (Hickey 2006). On s'attend à ce que la conditionnalité attire un

soutien politique pour les programmes de bien-être, qui ont normalement tendance à être politiquement impopulaire. Dans un premier temps, il faut évaluer dans quelles mesures les différents aspects d'un programme de transfert monétaire amènent à un rejet politique. L'impopularité est souvent expliquée par le fait que ces programmes transfèrent des ressources vers un groupe de gens étroitement ciblés qui sont caractéristiquement trop distants de la classe moyenne pauvre et qui sont en partie tenus responsables par la société de leur propre pauvreté, laquelle est vue comme le résultat d'une faible gestion du revenu ou d'un manque de motivation.

La conditionnalité réagit à l'impopularité d'un programme de bien-être de plusieurs façons. L'impact de la conditionnalité sur l'impopularité due à un ciblage étroit est ambivalent puisque la conditionnalité doit d'une part bénéficier aux enfants et aux femmes d'une société, augmentant le niveau d'acceptabilité politique, mais risque d'autre part d'ajouter à l'impopularité en agissant comme un mécanisme de tri contre les plus favorisés. Toutefois, la conditionnalité peut transformer l'image d'un transfert allant à un individu "non méritant". Comme l'énonce Hickey: "Les transferts monétaires conditionnels ont un attrait intuitif pour les élites puisqu'ils aident à rendre les pauvres de meilleurs citoyens" (2006:4). D'après Lindert et Vincensini (2009), cet attrait s'applique à la branche de droite aussi bien que de gauche de la politique, la Droite apprécie la conditionnalité en temps qu'arrangement contractuel avec des obligations claires alors que la gauche voit la conditionnalité comme un droit de base.

En ajoutant des exigences au transfert, la conditionnalité introduit un élément de contrôle empêchant que les ménages consomment de "mauvais" biens. Elle introduit aussi un élément de réciprocité demandant à l'individu de progresser activement hors de la pauvreté, pour réduire le risque de tomber à nouveau dans la pauvreté et pour empêcher que la génération à venir dépende elle aussi d'allocations sociales. De cette façon, la conditionnalité peut être vue par la société comme une garantie de partage égal de la charge au travers des générations. La conditionnalité peut aussi améliorer l'efficacité d'un programme, ce qui tend à augmenter les niveaux d'acceptation politique.

De plus la conditionnalité peut avoir un effet signalétique significatif en terne de performance du gouvernement, ce qui est important puisque "les politiciens et les décideurs politiques sont souvent évalués par des indicateurs de performance" comme l'établissent Brauw et Hoddinott (2007: 2). La conditionnalité assiste les décideurs politiques à démontrer leur succès bien avant que l'évaluation de l'impact réel n'ait pu être menée. Ceci est particulièrement crucial dans les pays qui sont dépendants de donneurs et où les donneurs exigent des mesures de performances observables, habituellement relativement rapidement, puisqu'ils sont eux-mêmes redevables envers les contribuables dans leur propre pays (Das, Do et al. 2005).

L'impopularité du support gouvernemental ne justifie pas en soit l'utilisation de la conditionnalité. Même si un programme est politiquement impopulaire et qu'il y a une possibilité que la conditionnalité améliore son efficacité, l'impact négatif de la conditionnalité sur la popularité du programme doit aussi être prise en compte. Alors que la conditionnalité peut rendre les résultats plus prévisibles et servir de garantie aux classes moyennes ou aux donneurs d'un pays qu'ils investissent bien leur argent, les conditions peuvent avoir des conséquences politiques négatives si elles entrainent des pratiques corruptives, si les conditions ne sont pas remplies par les bénéficiaires ou si la conditionnalité rend un programme trop complexe, cher et inefficace. Britto (2004) fait remarquer que la non-conformité par les bénéficiaires mène par exemple au retrait du support politique de la classe moyenne. Ce sentiment est réitéré dans des interviews avec les parties prenantes en Zambie (Schüring 2010).

3.5 Arguments d'autonomisation

En transformant le payement d'aide sociale en un accord contractuel entre l'état et les bénéficiaires auquel les deux parties contribuent, la conditionnalité peut réduire le stigmate généralement associé aux programmes d'assistance sociale et de cette manière augmenter le nombre des bénéficiaires qui souscrivent aux transferts monétaires sociaux (de Brauw et Hoddinott 2007). Comme Fiszbein & Schady l'énoncent, "quand les conditions sont vues comme des coresponsabilités, elles semblent donner un meilleur traitement au receveur, considéré comme un adulte capable d'agir pour résoudre ses propres problèmes." (2009: 10). Ceci est peut-être la raison pour laquelle plusieurs auteurs tels que de la Brière et Rawlings (2006), Cohen & Franco (2006) ou de Janvry et Sadoulet (2006), ont décrits les programmes de transfert monétaire conditionnel comme étant moins paternalistes que les programmes inconditionnels et insistent sur le caractère contractuel de la conditionnalité incluant une réserve de pénalités pour le cas où les obligations ne sont pas remplies. La conditionnalité peut aussi être regardée comme un moyen d'autonomisation puisqu'elle permet au ménage bénéficiaire de réaliser les résultats qu'il désire mais qu'il ne parvient pas à atteindre à cause d'une asymétrie d'information ou par impatience. Cela peut donner aux bénéficiaires une marge de contrôle et accroitre leur sentiment d'autonomie (pour des preuves en psychologie, voir: Corrigan 1997).

Nombre d'auteurs sont sceptiques à propos de cet impact (Schubert et Slater 2006; Freeland 2007; Standing 2007) et considèrent que la conditionnalité est paternaliste puisqu'elle est basée sur l'hypothèse selon laquelle le gouvernement s'inquiète plus du bien-être de la génération à venir que des parents eux-mêmes. Veit-Wilson (2009) critique les conditions qui sont souvent établies pour les gens mais pas avec eux, ce qui est encore plus critique sous les régimes que les gens eux-mêmes ne peuvent pas former ou influencer. Il peut aussi être questionnable de savoir si un système de "co"- responsabilités ou seulement une partie du contrat peut être pénalisé est réellement autonomisant. La "co"-responsabilité signifierait normalement que les parents puissent aussi critiquer les prestataires de service si les services ne sont pas convenablement fournis.

Une autre dimension de l'autonomisation est le renforcement de la position des femmes dans la société autant qu'au sein du ménage. Il est même considéré que la conditionnalité est un agent d'accroissement du pouvoir de négociation des femmes dans le ménage, institutionnalisant les préférences des femmes (Martinelli et Parker 2003). De plus, les cours sur des sujets variés auxquels les femmes sont requises de participer en partie tenante de la conditionnalité (au moins dans nombres de pays d'Amérique Latine) sont supposés renforcer la confiance en soi des femmes, élargir leurs perspectives et les encourager à s'exprimer à voix haute et plus librement. D'après Adato & Hoddinott (2007), la conditionnalité peut de plus légitimer certains changements sociaux tels que l'égalité d'accès des filles et des garçons à l'éducation et aux services de santé. Des auteurs tels que Molyneux (2006) et Bradshaw (2008) pointe de façon critique le fait que la conditionnalité renforce simplement les rôles et responsabilités traditionnellement attribués aux deux sexes sans changer le statut et le pouvoir de décision de la femme.

3.6 Arguments sur l'équité

Les asymétries d'information entre le gouvernement et la population mènent à une sélection défavorable des programmes d'assistance sociale. Les individus sont encouragés à fournir une information fausse à leur propre sujet et au sujet du ménage de façon à être qualifiés pour le programme. Ces encouragements sont encore plus importants dans les pays à faibles revenus où l'information fournie par les bénéficiaires potentiels est souvent très difficile et couteuse à vérifier du fait du manque d'infrastructure, de capacité administrative, du manque de système d'enregistrement ou de sources externes fiables de vérification.

La conditionnalité peut améliorer l'efficacité de ciblage d'un transfert monétaire social en diminuant son attractivité pour ceux qui ne sont pas éligibles et qui ne sont pas prêts à supporter des coûts supplémentaires ou qui éviteraient les sessions d'apparition publique dans lesquelles les cartes de conditionnalité sont vérifiées et tamponnées. De cette façon les ménages révéleraient les informations véritables à leur sujet sans qu'une vérification supplémentaire et coûteuse soit nécessaire. Un tel mécanisme de ciblage peut être particulièrement utile dans les pays où les moyens de test sont logistiquement ou politiquement infaisables (Das, Do et al. 2005). Soulignant également les mérites de l'auto-sélection, Blackorby et Donaldson montrent avec leur modèle que dans le cas d'une information imparfaite pour le gouvernement, un transfert en nature, transfert qui est conditionné implicitement par l'utilisation d'un bien ou d'un service particulier, est supérieur à un transfert monétaire (1998).

De plus, de Janvry et Sadoulet (2006) vont plus loin en argumentant que la conditionnalité augmente même l'attractivité du programme pour les bénéficiaires potentiels au travers des effets d'autonomisation discutés dans la section précédente. De cette façon, ils contribueraient à une meilleure compréhension du programme. Toutefois, le défi reste de concevoir la conditionnalité de façon qu'elle filtre les ménages non-qualifiables mais qu'elle ne filtre pas en même temps les ménages qualifiables pour lesquels les coûts de conformation peuvent être tout aussi prohibitifs, représentant une large proportion de leurs revenus. Plus d'information sur les effets du filtrage des ménages qualifiables est fournie dans les sections 4.2.4. & 4.2.5.

4. LES INEFFICACITES DE LA CONDITIONNALITE

Tandis que les arguments de la section 3 démontrent que la conditionnalité peut rendre un programme de transfert monétaire social plus efficace et politiquement acceptable, un certain nombre de raisons peut en fait court-circuiter ces gains voir même mener à une perte d'efficacité (voir la figure 7 pour un aperçu général). Si les programmes conditionnels ont en effet une tendance à s'auto-maintenir même s'ils sont inefficaces d'après le modèle de Bougheas et al (2007), il y a encore plus un besoin croissant d'étudier de façon approfondie les inefficacités potentielles avant de lancer la conditionnalité. L'inclusion de la conditionnalité peut produire des inefficacités au travers d'effets secondaires négatifs inhérents qui réduisent l'impact de la conditionnalité ou produisent des inefficacités dues à la conception de la conditionnalité aussi bien qu'à sa mise en œuvre. Il est crucial de réaliser ici que toutes les inefficacités ne pèsent pas le même poids. Alors que certaines inefficacités de conception peuvent être évitées via une conception attentive faite sur mesure pour le contexte du pays et que certaines inefficacités de mise en œuvre peuvent être transitoires par nature, d'autres telles que les inefficacités d'impact sont plus difficiles à maîtriser.

Des discussions plus théoriques mentionnent les inconvénients de la conditionnalité mais pas de façon systématique, discernant les différents facteurs qui produisent des inefficacités. Au contraire d'autres illustrations, Bastagli (2009) mentionne clairement les inconvénients de la conditionnalité en termes de coûts financier et social (inefficacité de conception et de mise en œuvre) aussi bien que les conséquences de comportement involontaire (inefficacité d'impact). De la même façon que Bastagli, de Janvry et Sadoulet mettent clairement les gains de la conditionnalité en perspective avec leurs coûts respectifs et comparent aussi l'efficacité de la conditionnalité avec les autres choix politiques. Ils fournissent une discussion détaillée sur les inefficacités de conception et mentionnent également les défis associés avec les faibles capacités administratives (inefficacités de mise en œuvre).

Das et al. (2005) exposent les défis d'une faible participation des ménages les plus pauvres qu'ils considèrent être intrinsèquement liée au montant du transfert (inefficacité de conception), le problème de la fongibilité, signifiant que les ménages réduisent leurs dépenses en biens et en services qui se rapprochent d'un bien conditionné (inefficacité

d'impact) aussi bien que la difficulté de satisfaire en même temps les objectifs d'efficacité et d'équité (inefficacité de conception). Ils attirent aussi l'attention sur le fait que les transferts monétaires conditionnels doivent être comparés à d'autres politiques d'intervention en termes de rentabilité. Tandis que Fiszbein et Schady (2009) avertissent que la conditionnalité n'est pas toujours l'outil le plus efficace (inefficacité de conception), ils ne développent pas clairement quels sont les coûts que la conditionnalité engendre. Les inefficacités d'impact sont particulièrement moins discutées par les auteurs à l'exception des conséquences de comportement involontaire illustrées par Bastagli et Das et al. Les inefficacités de mise en œuvre sont mentionnées mais pas suffisamment développées dans le contexte des pays à faibles revenus.

4.1 Inefficacités d'impact

La conditionnalité peut mener à des conséquences involontaires en termes de décisions déformantes dans des domaines qui ne sont pas conditionnés ou en termes d'obtention d'effets de motivation négatifs, inversant ainsi sur le long terme le changement de comportement désiré. Ceci signifie que si l'on s'inquiète non pas seulement du comportement ciblé dans les domaines conditionnés mais du comportement des ménages en général, ces effets comportementaux négatifs peuvent inverser les gains de comportement positif. Les effets négatifs sur la motivation peuvent au moins sur le long terme, influencer le comportement du ménage et inverser les gains sur l'efficacité privée. Ils peuvent aussi mener à une régression de l'autonomisation. Voir le tableau 1 pour un aperçu plus détaillé des différents effets réducteurs d'efficacité en ce qui concerne les inefficacités d'impact.

Tableau 1: Effets réducteurs de l'efficacité pour les inefficacités d'impact

Les inefficacités d'impact affectent:	
L'efficacité privée et sociale	• Effet négatif potentiel sur un comportement non ciblé qui peut mener à un comportement indésirable général • Affectée potentiellement négativement par des effets de motivation
L'économie politique	• Affectée négativement si les inefficacités d'impact mènent à plus d'abandon parmi les ménages bénéficiaires, inversement d'impact et influence négative sur le comportement
L'autonomisation	• Effets négatifs sur la motivation qui peuvent augmenter un manque de confiance vis-à-vis du gouvernement et mener à une régression de l'autonomisation
L'équité	• Peut être aggravée si les effets négatifs sur la motivation mènent à plus d'abandon de la part des bénéficiaires.

Source: Illustration de l'auteur

4.1.1 Effets comportementaux négatifs

La conformité avec la conditionnalité peut motiver le ménage à altérer ses choix de consommation dans d'autres domaines, ce qui peut en fin de course mener à un résultat général sous-optimal. S'il y a une condition éducative dans le programme et que le ménage substitue par exemple une plus grande variété et quantité de nourriture pour tous les membres du ménage pour financer le montant nécessaire à l'éducation, ce changement de comportement n'améliore pas le bien-être de tout le ménage.

Davis et al. (2002) soulèvent des inquiétudes sur Procampo, un programme conditionné dans le domaine de l'agriculture, qui a mené à un surinvestissement dans l'agriculture, loin des investissements non-agricoles. Ceci est peut être un exemple où la conditionnalité peut en fait disperser les ressources loin d'activités à meilleurs rendements économiques. Le fait

que Procampo ait mené à une diminution des dépenses scolaires, probablement parce que plus de travail était requis pour les investissements agricoles supplémentaires, est également un signe de la façon dont la conditionnalité peut produire des effets secondaires négatifs dans d'autres domaines. Au Malawi, la conditionnalité dans l'expérience a aussi eu des effets secondaires négatifs. Elle a causé plus de détresse chez les filles et le transfert monétaire inconditionnel seulement a eu un impact significatif sur la réduction des mariages précoces (Baird, McIntosh et al. 2010).

4.1.2 Effets de motivation négatifs sur le (ré)-engagement

Alors que la théorie économique standard souligne l'impact positif des encouragements sur les efforts des individus, les théories récentes ainsi que les preuves venants de la psychologie et des économies expérimentales fournissent des résultats plus controversés (Kremer, Miguel et al. 2009). Ces aperçus montrent que la conditionnalité peut en fait avoir des effets négatifs sur l'engagement ou le réengagement de ceux qui sont intrinsèquement motivés pour mener à bien les activités qui sont sous condition. La conditionnalité peut être perçue comme un moyen de contrôle ou un manque de confiance; les gens peuvent perdre leur motivation intrinsèque et interrompre l'activité si la récompense extérieure est stoppée. De plus l'effet négatif sur la motivation intrinsèque peut déborder sur d'autres domaines d'activité similaires ou même influencer les autres citoyens.

En psychologie, différentes théories mettent l'accent sur le potentiel des encouragements extrinsèques à exercer un impact négatif sur la motivation intrinsèque. La théorie d'évaluation cognitive mentionne deux forces opposées qui influencent la motivation intrinsèque (Deci, Koestner et al. 1999). Les récompenses extrinsèques peuvent être perçues négativement comme des contrôleurs de comportement ou positivement comme un indicateur de compétence. Les approches d'attribution sont similaires à la théorie d'évaluation cognitive. Elles suggèrent un impact négatif au travers d'un effet de sur-justification où la récompense externe pousse les gens à attribuer les activités entreprises à la récompense extérieure plutôt qu'à leur propre motivation. Les comportementalistes en psychologie ont aussi fourni des arguments variés, soulignant les forces négatives qui affectent la motivation intrinsèque telles que le sentiment d'impuissance quand les récompenses sont générales plutôt que liées à des résultats spécifiques autant que les forces positives telles que l'apprentissage du zèle.

Une méta-étude de Deci et al. sur plus de 100 expériences décrit un profil relativement clair et stable d'impact motivationnel négatif au travers des différentes expériences psychologiques menées. Les récompenses verbales seulement avaient un impact positif sur la motivation et les récompenses inattendues ou non-conditionnelles étaient neutres. Cet effet négatif sur la motivation de l'individu peut avoir des conséquences importantes. Comme Frey (2008) le démontre: la qualité du travail est souvent remplacée par la quantité; les actes négatifs qui sont sanctionnés sont répétés puisque la mauvaise conscience est rachetée par la sanction et les effets nuisibles indirects sont transférés sur d'autres domaines et d'autres personnes. Quoi qu'il en soit, ces conclusions ne sont pas incontestées. Une autre méta-étude de Cameron et al. (2001) utilisant une méthode différente ne trouve pas que les effets négatifs sur la motivation intrinsèque soit envahissants et montre que la motivation intrinsèque est maintenue ou renforcée si les participants doivent remplir des critères spécifiques ou sont poussés à faire mieux que les collègues participants.

Des preuves venant des économies expérimentales supportent également les effets motivationnels négatifs que démontre la psychologie. Benabou et Tirole (2003), ayant développé un modèle économique pour expliquer les effets des récompenses extrinsèques sur la motivation intrinsèque, démontrent que même si les encouragements améliorent la performance sur le court terme, elles peuvent aussi avoir un effet démotivant lorsqu'elle sont retirées. Ils citent nombre d'études proposant des encouragements financiers dont les résultats confirment leur modèle. Fehr et Gächter (2001) montrent que les encouragements

matériels écrasent la coopération volontaire motivée par un sentiment de justice et peuvent mener à une perte d'efficacité du contrat et à de moindres efforts de la part de l'agent. Sliwka (2007) modélise de façon formelle les schémas d'encouragement optimaux pour permettre une meilleure compréhension des effets de démotivation et montre que pour un agent conformiste, un contrat lié à un bonus peut signaler que le manque de confiance est la norme sociale, ce qui résulte en des comportements et des résultats inefficaces.

Malheureusement, il n'y a pas de preuve venant des programmes de transfert monétaire conditionnel montrant jusqu'à quel point le désir de changement comportemental peut durer au-delà de la participation au programme. Ceci est dû au fait que les programmes de transfert monétaire conditionnel sont un phénomène relativement récent et qui se sont souvent arrêté lorsque le comportement conditionnel n'était plus requis, c'est à dire quand les enfants ont terminé l'école ou quand toutes les vérifications anténatales ont été faites. Des preuves venant de la littérature sur la régulation de la contingence montrent que l'encouragement des comportements peut réussir à traiter les problèmes d'abus de drogue et d'obésité mais que les gens retournent à leur comportement précédent une fois que l'encouragement est retiré (Medlin et de Walque 2008). Des preuves venant d'initiatives économiques pour promouvoir des comportements de santé préventive montrent le même profil. Les 4 études sur les encouragements économiques qui se sont intéressées aux effets à long terme, établissent que les comportements se retrouvent au même point (Medlin et de Walque 2008).

4.2 Inefficacités de conception

Dès la conception, la conditionnalité peut introduire de nouvelles inefficacités qui produisent soit des coûts supplémentaires soit qui réduisent l'efficacité de la conditionnalité. La conditionnalité est inefficace si les contraintes dans les services sociaux ne sont pas principalement liées au comportement ou si la conditionnalité promeut déjà des comportements existants, menant à des comportements sous-optimaux, et/ou exclue des bénéficiaires potentiellement qualifiés au début. La conditionnalité est également inefficace si l'on demande trop ou trop peu en échange de l'argent ou s'il y a des approches alternatives qui sont plus économiques en réaction aux contraintes comportementales.

Tableau 2: Effets réducteurs d'efficacité des inefficacités de conception

Les inefficacités de conception affectent:	
Efficacité privée et sociale	• Effet limité voir pas d'effet si le comportement n'est pas le problème réel • Inefficace si le comportement est déjà optimal ou si un outil plus rentable peut être choisi • Effet négatif si le comportement sous-optimal est promu
Economie politique	• Affecté négativement s'il y a un fort taux d'abandon ou si des instruments inefficaces sont choisis pour améliorer l'éducation ou la santé ou pour un changement de comportement.
Autonomisation	• Affecté négativement si le comportement sous-optimal est promu ou si les bénéficiaires sont exclus à cause d'une programmation sous-optimale
Equité	• Effet négatif si les bénéficiaires qualifiables sont exclus à cause d'un transfert insuffisant ou d'autres contraintes qu'ils ne peuvent pas influencer

Source: Illustration de l'auteur

Si le comportement n'est pas le problème réel derrière l'utilisation sous-optimale des services de santé et d'éducation, la conditionnalité n'aura alors aucun impact sur les

efficacités privée et sociale. La promotion de comportements sous-optimaux existants à travers la conditionnalité signifie aussi que les gains en efficacité privée et sociale ne peuvent pas être réalisés. Dans le cas d'un comportement sous-optimal, les bénéficiaires pourraient en fait décider de quitter le programme, ce qui affecterait négativement l'équité. Les effets d'exclusion au travers de conditions inadéquates ou d'un montant inadéquate pèsent aussi négativement sur l'équité et par conséquent sur l'autonomisation aussi bien que sur la politique économique qui se trouve derrière. Ne pas considérer les instruments alternatifs qui peuvent être plus rentables, pèse principalement sur les efficacités privée et sociale puisque la même efficacité aurait pu être obtenue avec le même ou un moindre investissement. Voir le tableau 2 pour un aperçu général plus détaillé des différents effets de réduction de l'efficacité en ce qui concerne les inefficacités de conception.

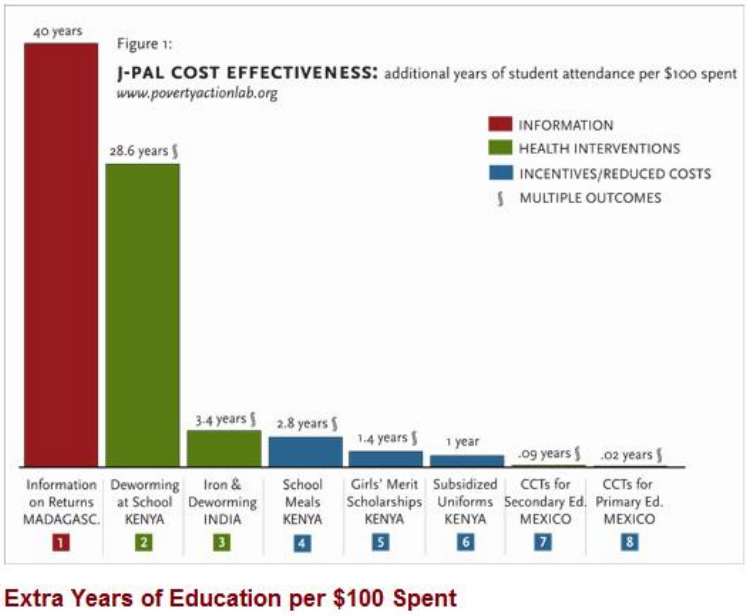
4.2.1 Le comportement n'est pas le vrai problème

La conditionnalité est souvent vendue comme un outil miracle permettant de renvoyer les enfants à l'école, que les ménages prennent des mesures de santé préventives telles que la vaccination, de persuader les femmes d'accoucher dans des centres de santé, etc. Quoi qu'il en soit, la conditionnalité elle-même ne peut s'attaquer que aux contraintes liées au comportement des ménages et ne peut faire que peu en termes de contrainte financière et d'offre. Les preuves sur la rentabilité relative des interventions sur l'offre et la demande sont rares.

Coady et Parker (2004) montrent des résultats concernant l'éducation qui justifient le choix des interventions centrées sur la demande au Mexique. De Janvry et Sadoulet (2005), en analysant l'hétérogénéité de l'impact sur l'inscription à l'école de Progresa, concluent qu'une intervention visant la demande n'a qu'un effet limité sur les enfants qui vivent loin des écoles alors qu'une intervention sur l'offre telle que sur le transport scolaire ou la construction d'écoles supplémentaires serait plus efficace. En analysant les raisons de l'échec de l'adoption du programme, ils proposent des interventions complémentaires sur l'offre en supplément d'une assistance accrue pour les enfants venant de ménages non éduqués. Au Nicaragua, au Honduras et en Colombie – des pays qui sont plus pauvres que le Mexique – le renforcement de l'aspect "demande" n'a pas réussi à ramener à l'école ces 10-15% d'enfants qui n'y sont pas inscrits pour le moment, principalement à cause du faible accès à l'école (Handa et Davis, 2006).

Concernant l'Afrique, Handa et Davis (2006), comparent, en utilisant des données sur le Mozambique, les interventions basées sur la demande ou sur l'offre et arrivent à la conclusion que les premières seraient le choix le moins rentable. Schubert et Slater (2006) concluent dans le cas de la Zambie que les contraintes quantitative et qualitative de l'offre sont au cœur du problème plutôt que le manque de volonté des enfants et de leurs familles à investir dans l'éducation. Lund et al. (2008) soulignent aussi la prédominance des contraintes de l'offre en Afrique du Sud – telles que les ressources, les équipements, la gestion et les pratiques d'enseignement et de santé – qui empêchent les enfants d'accumuler du capital humain et d'échapper à la pauvreté sur le long terme.

Figure 4: Comparaison des résultats de différentes mesures éducatives



Source: Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab

Le “Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab” a aussi comparé la rentabilité de différentes mesures d’éducation dans plusieurs pays et démontre que parmi les interventions sur la demande, la procédure d’information sur les variables de sortie à Madagascar et l’initiative de traitement vermifuge au Kenya étaient les interventions les plus réussies (Figure 4). Si l’on s’intéresse à l’éducation seulement, les transferts monétaires conditionnels ne sont pas très rentables si on les compare aux autres initiatives.

Par conséquent, avant d’utiliser la conditionnalité, les barrières initiales à l’éducation et la santé doivent être attentivement analysées. Dans les pays où un programme de transfert monétaire a été introduit, aucune analyse préalable n’a été entreprise pour savoir si les problèmes reposaient principalement sur la demande ou sur l’offre (Handa et Davis 2006). Kane et al. (2004) font échos à cette critique et montrent que sur 47 études sur les encouragements économiques, 3 seulement fournissent une justification de l’encouragement choisi alors que la majorité utilisent une condition sur les services qui n’a pas elle-même montré de rentabilité.

De plus, s’il y a des problèmes sérieux d’offre, la conditionnalité qui est même censée stimuler encore plus la demande qu’un simple transfert de revenus, peut en fait avoir un impact négatif sur la capacité des écoles et des centres de santé à absorber plus de gens et à pouvoir continuer à offrir la même qualité de service, non seulement aux bénéficiaires mais à tous les autres ménages qui viennent sans encouragements supplémentaires.

4.2.2 Promotion d’un comportement existant

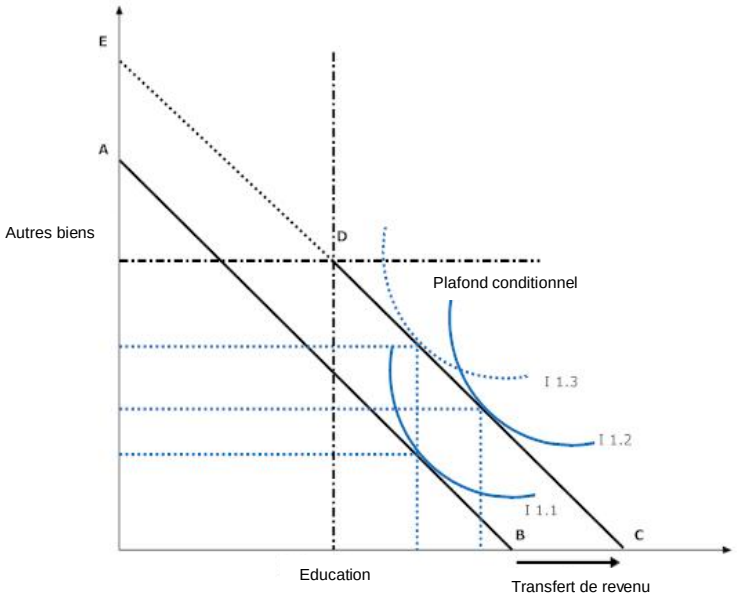
Les transferts monétaires sociaux sont inefficaces s’ils sont payés aux ménages / individus qui font déjà preuve du comportement requis (Janvry & Sadoulet 2006, Das et al 2005). Dans le cas d’une conditionnalité sur l’éducation, ceci signifierait que les transferts sont payés aux ménages qui envoient déjà leurs enfants à l’école de façon régulière et où un changement de comportement n’est pas requis. Au Mexique par exemple, une conditionnalité sur l’école primaire n’est pas rentable puisque près de 97% des enfants sont inscrits (de Janvry et Sadoulet 2005). Même lorsqu’on encourage le passage vers l’école secondaire, de Janvry et Sadoulet démontrent que les transferts “efficaces”, allant vers ceux qui ne s’inscrivent que si le transfert est proposé, atteignent 12%. 64% du volume du

transfert irait vers les enfants qui passent à l'école secondaire même en l'absence du transfert.

Ils vont plus loin en comparant différents programmes de ciblage et de calibration pour optimiser les transferts monétaires sociaux et ils calculent que les transferts variables ciblés principalement vers ceux qui ont une faible probabilité d'aller à l'école résultent en un gain d'efficacité de 43.6% par rapport à un programme de transfert conditionnel universel et uniforme. Même avec ce qu'ils appellent un programme "exécutable" à critères simplifiés, le gain d'efficacité reste toujours à 29.4%. A nouveau, si l'objectif n'est pas exclusivement lié à l'accumulation de capital humain, il faut reconsidérer d'un œil critique si et quelle conditionnalité est vraiment rentable.

Le graphe de la figure 5 représente le ménage "bleu" qui investit déjà plus que ce qui est requis dans l'éducation et qui n'aurait pas nécessairement besoin du transfert. Le transfert augmente le bien-être du ménage puisque le ménage se déplace alors vers une courbe d'indifférence plus haute, par exemple de I 1.1 à I 1.2, mais si l'objectif du transfert est d'augmenter les niveaux d'éducation dans le pays, il est possible qu'il n'apporte pas les résultats désirés. Le ménage "bleu" se déplace peut être à I 1.2 après le transfert monétaire dans quel cas le transfert rend toujours le service attendu mais le ménage "bleu" pourrait aussi décider de garder l'investissement pour l'éducation au même niveau et d'investir le revenu supplémentaire dans d'autres biens et services comme décrit en I 1.3. Ceci est possible si l'argent est fongible.

Figure 5



Source: Illustration de l'auteur

Ceci peut être évité soit en changeant la conditionnalité si l'objectif primaire du programme est d'augmenter le bien-être de ce groupe social particulier, soit en ajustant le groupe ciblé si l'objectif du programme est d'améliorer les résultats éducatifs

4.2.3 Promotion d'un comportement sous-optimal

La conditionnalité peut altérer la consommation et potentiellement les choix d'investissement des ménages et par conséquent risque de diminuer le bien-être des ménages. Martinelli & Parker (2003) argumentent que si les ménages laissent des legs positifs, leurs choix d'investissements dans le capital humain sont efficaces et la conditionnalité mènerait donc à

une suraccumulation de capital humain, ce qui peut de plus résulter en des legs futurs moindres pour les enfants. Ils pointent aussi du doigt que l'efficacité de la conditionnalité dépend grandement du fait que les conditions soient placées sur des activités qui mènent réellement à une augmentation de capital humain, ce qui n'est pas toujours le cas dans des domaines ou dans des pays où un programme de transfert monétaire conditionnel est en place.

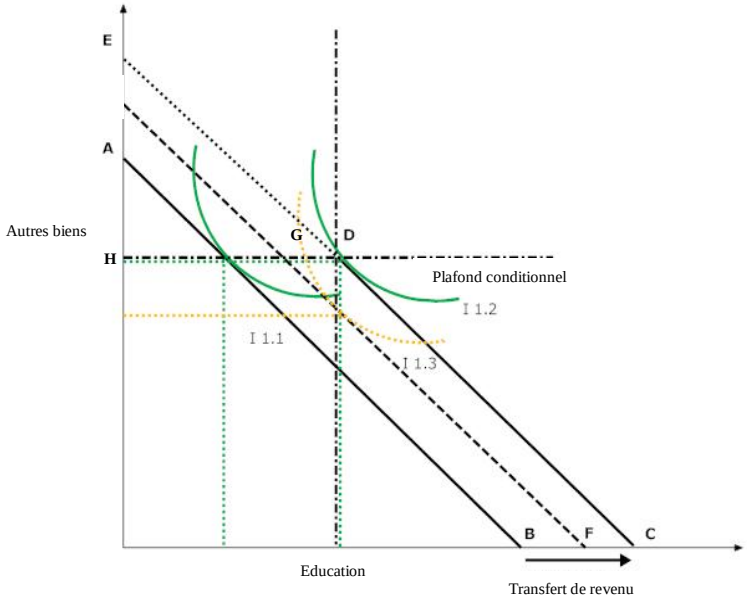
De plus, le résultat de marché peut être optimal du point de vue du ménage et peut n'être perçu sous-optimal que du point de vue du planificateur social. Il pourrait par exemple être plus optimal pour un parent de travailler au champ pour s'assurer que son enfant accède à une variété de nourriture supérieure plutôt que d'utiliser ce temps pour emmener un enfant de moins de 5 ans à un contrôle de croissance mensuel, où le personnel ne peut que peser l'enfant sans donner de plus amples conseils médicaux ou de médicaments. Un planificateur social qui ne considère pas la qualité des services et les coûts d'opportunités auxquels les ménages font face, peut considérer le contrôle mensuel comme le choix le plus approprié pour ce ménage particulier et l'imposer sous forme d'une condition. Pour que la conditionnalité réduise plutôt que produise des comportements sous-optimaux, il est nécessaire de s'assurer que le planificateur social est mieux informé à propos des coûts privés et des bénéfices de la conditionnalité que le ménage lui-même.

4.2.4 Effets d'exclusion dus à l'inadéquation du montant

Le transfert d'argent doit permettre au bénéficiaire de se conformer à la condition en pourvoyant aussi aux dépenses supplémentaires que le ménage encourt pour prouver sa conformité, tels que les coûts de transport ou n'importe quel autre coût d'opportunité, qui peuvent être significatifs. De plus, le transfert doit être payé de manière régulière puisque les irrégularités de payement peuvent se traduire par une utilisation irrégulière des services conditionnés. Coady, Perez, et Vera-Llamas (2005), en utilisant les données du programme de transfert monétaire mexicain Progresa, calculent que les coûts privés des receveurs dans un programme conditionnel sont près de 50% supérieurs aux coûts privés d'un programme inconditionnel, soit une augmentation de 1.3 points des coûts totaux du programme.

Si par exemple, le ménage "vert" de la figure 6 reçoit un transfert monétaire conditionnel qui déplace son budget de la ligne AB à CDH, de façon que le ménage puisse investir le montant requis dans l'éducation (marqué par le point D), mais si les coûts de conformation au transfert déplace le budget en arrière vers la ligne FGH à cause de coûts supérieurs et du sacrifice de revenu, le ménage "vert" ne sera plus en position de se conformer à la condition. Satisfaire à la condition signifierait pour le ménage "vert" qu'il doit substituer d'autres biens, ce qu'il refuserait de faire. Le ménage vert refuserait donc de participer au programme dès le départ ou en serait écarté dans le cas où les conditions sont rigoureusement mises en œuvre. Ceci signifie pour le gouvernement qu'une chance d'optimiser les investissements d'éducation de ce ménage et d'augmenter son bien-être est perdue.

Figure 6



Source: Illustration de l'auteur

Si les changements dans l'éducation et le bien-être ne peuvent être obtenus qu'avec un coût relativement fort au travers de l'instrument de la conditionnalité, on peut aussi se demander si cet instrument est bien le plus rentable comme discuté dans la section suivante.

4.2.5 Effets d'exclusion dus à des facteurs hors du contrôle des bénéficiaires

Il y a d'autres facteurs qui empêchent les ménages bénéficiaires d'accéder aux services sous conditions tels que l'indisponibilité, l'irrégularité ou la faible qualité des services de santé et d'éducation (Barrientos et de Jong 2006). La pauvreté, la culture, l'exclusion sociale, la discrimination et d'autres raisons historiques, peuvent aussi entraver l'accès des ménages aux services sociaux (Adato et Hoddinott 2007). Ces facteurs sont hors du contrôle des bénéficiaires et pas facilement surmontés dans un système d'encouragement. De plus, les conditions liées au résultat telles que l'achèvement d'une classe particulière ou l'obtention d'une note moyenne particulière peuvent créer des conditions d'exclusion de ménages qualifiables puisque la performance ne dépend pas seulement de la motivation et des contraintes financières, mais aussi de la capacité, de l'environnement d'apprentissage et d'autres facteurs.

Comme discuté en 4.2.4, l'exclusion des ménages qualifiables est coûteuse puisque les effets de réduction de la pauvreté ne sont pas atteints. Certains programmes essayent d'éviter ce problème en introduisant des exemptions pour certains ménages. Ceci apporte de plus importants coûts administratifs et peut aussi inciter certains ménages à vendre leur non-conformité comme une incapacité. Comme toujours, les coûts doivent être gardés à l'esprit lorsqu'on choisit l'instrument de l'exemption. Une autre forme d'exemption est de ne pas offrir de programme de transferts monétaires conditionnels dans les régions où les services de santé et d'éducation ne sont pas disponibles comme cela est fait au Mexique et en Colombie par exemple. Ceci résout de façon artificielle les problèmes concernant l'incapacité à se conformer à la conditionnalité mais continue de sacrifier les effets de réduction de la pauvreté.

Les enseignants en Colombie et en Argentine pratiquent des exemptions de façon discernées pour faire passer l'enfant dans l'année suivante en dépit de résultats médiocres

et de façon à éviter que les ménages pauvres se voient refuser le transfert (Heinrich 2007). Même si cette forme d'exemption aide à atteindre les effets de réduction de la pauvreté, elle aide aussi à établir un précédent de pratiques corruptives et est aussi contre-productive en ce qui concerne les résultats éducatifs des enfants. Passer dans la classe supérieure sans être qualifié ne garantit pas à l'écolier une meilleure chance de résoudre ses déficits d'apprentissage.

4.2.6 Alternatives plus rentables pour un changement de comportement

Même si l'analyse précédente a montré que le comportement des ménages représente une barrière importante à l'utilisation des services sociaux tels que l'éducation et la santé, la conditionnalité n'est pas toujours le moyen le plus rentable d'affecter un changement comportemental (Kane, Johnson et al. 2004). Les campagnes d'information ou un conseil social plus intensif qui offrent aux parents l'opportunité de comprendre la valeur des services sociaux et d'exprimer leurs inquiétudes et problèmes peuvent être plus efficaces et revenir à un moindre coût que la conditionnalité qui implique différents ministères et un système de suivi relativement élaboré. Ces approches alternatives peuvent aussi propulser un réel changement de comportement et d'attitude qui peut être entretenu même quand le transfert arrive à sa fin alors que le changement de comportement induit au travers de la conditionnalité est susceptible de ne pas durer aussi longtemps que le transfert lui-même.

Le simple effet signalétique de la conditionnalité, sans mise en œuvre réelle, a eu par exemple en Equateur un impact significatif sur le comportement des bénéficiaires (Schady et Araujo 2008). Barrientos et de Jong (2004) suggèrent également que lorsque les bénéficiaires ont intégré l'information à propos des droits et des responsabilités, la non-conformité est rare même si la conditionnalité n'est pas rigoureusement appliquée. De tels effets de signal/marquage ne sont pas conformes avec la pensée économique qui présuppose que les individus traitent leurs revenus venant de différentes sources de façon totalement fongible mais ont été confirmés par l'expérimentation.

Malheureusement, les comparaisons de politiques alternatives restent exceptionnelles comme discuté en 4.2.1. Kane et al (2004) font observer dans leur revue des encouragements économiques que seulement 7 sur 47 études fournissent des calculs de rentabilité et que dans 5 sur 7 de ces études des interventions similaires mais sans encouragements ont montré être plus rentables.

4.3 Inefficacités de mise en œuvre

La mise en œuvre d'un programme de transfert monétaire social qui implique différents ministères sociaux peut représenter une opportunité unique de mieux institutionnaliser la coordination entre les différents ministères sous la forme de comités multisectoriels (comme au Panama) ou sous la forme d'encouragements concrets à réactiver des comités existants (comme en Zambie). Plus le besoin d'information et d'échange de données est grand, plus l'intégration est grande. En promouvant une meilleure collaboration et la résolution commune des problèmes, la conditionnalité peut aider à améliorer la mise à disposition des services ou aider des pays comme El Salvador à investir plus dans des mesures de renforcement de l'offre ou des pays comme la Jamaïque à mettre en œuvre le ciblage joint (pour des exemples par pays, voir: Fiszbein et Schady 2009). Une meilleure coordination peut aussi prévenir des rivalités interministérielles et les réductions de budget des dépenses sociales (Samson, van Niekerk et al. 2006).

En dépit de ces effets secondaires prometteurs pour l'administration de la conditionnalité, bon nombre d'inefficacités résultent de la mise en œuvre de la conditionnalité. Le suivi de la conformité avec la conditionnalité et son application conséquente ne se traduisent pas seulement par des coûts administratifs et d'opportunité élevés mais aussi par des défis de capacité supplémentaire pour l'administration et potentiellement une corruption plus forte

dans le pays. Ces inefficacités de mise en œuvre peuvent affecter les efficacités privée et sociale puisque les services réguliers pour les bénéficiaires et les membres de leur communauté peuvent ne pas être de la même qualité. Les inefficacités de mise en œuvre peuvent aussi avoir un impact sur l'économie politique si la qualité générale du service est diminuée, si les coûts administratifs sont disproportionnellement hauts et si les niveaux de corruption sont forts pour des gouvernements qui entendent se battre contre la corruption. Voir le tableau 3 pour un aperçu détaillé des différents effets réducteurs d'efficacité en ce qui concerne les inefficacités de mise en œuvre.

Table 1: Effets réducteurs d'efficacité des inefficacités de mise en œuvre

Les inefficacités de mise en œuvre affectent:	
Efficacités privée et sociale	Effet négatif si la qualité du service est diminuée
Economie politique	Effet négatif si la qualité du service est diminuée, les coûts administratifs sont disproportionnellement hauts et la corruption encouragée
Autonomisation	Potentiellement affectée si les contraintes de capacités se traduisent par un traitement inapproprié des bénéficiaires
Equité	Affectée négativement seulement si les contraintes de capacité empêchent les bénéficiaires de se conformer à la conditionnalité

Source: Illustration de l'auteur

4.3.1 Coûts élevés directs et indirects pour l'administration

La conditionnalité peut augmenter les coûts administratifs et d'opportunité de l'intervention puisque le temps supplémentaire investi dans la gestion et le suivi de la conditionnalité ne peut être soutiré d'autres services sociaux. De façon à déterminer la rentabilité de l'intervention, et à évaluer si les coûts additionnels sont garantis par des gains supérieurs grâce à la conditionnalité, il est important d'avoir une idée précise des coûts directs et indirects attachés à la conditionnalité.

Très peu d'études ont été menées pour évaluer ces coûts et utilisent ces résultats pour analyser l'effective rentabilité de la conditionnalité. D'après les évaluations d'impact rigoureuses et les études faites autour des programmes de transfert monétaire conditionnel, ce résultat est plutôt surprenant. Fiszbein et Schady (2009) attribuent cela en partie au fait que certains coûts sont supportés directement par les prestataires de services. Coady et al. (2004) donnent le manque de données administratives détaillées comme raison principale.

Coady et al. (2005) estiment que la composante conditionnalité était en 2002 le deuxième coût le plus élevé de Progresa, après avoir déduit le transfert lui-même. Ils calculent les coûts de suivi de la conditionnalité à 24% des coûts du programme. Coady et al. (2005) étendent l'analyse du coût à deux autres pays, le Nicaragua (RPS) et le Honduras (PRAF) et montrent que les trois pays dépensent des ressources considérables sur la conditionnalité, allant de 16 à 27% des coûts du programme si les coûts fixes tels que l'évaluation externe et la conception du programme sont exclus. Ces coûts pourraient même être supérieurs si la conditionnalité était correctement administrée comme cela n'était pas le cas au Nicaragua et au Honduras au moment où les calculs étaient faits (Caldes, Coady et al. 2006). De plus, d'autres chiffres approximatifs sont fournis par Grosh et al. (2008) qui travaillent à reculons et concluent en considérant que le suivi de la conformité partage à peu près les mêmes coûts administratifs que les paiements et le ciblage, et que les coûts de la conditionnalité atteignent 1-3% des ressources totales du programme.

4.3.2 Contraintes de capacité

La conditionnalité peut ne pas être uniquement un poids sur le budget mais aussi sur les capacités d'une administration du fait de la couche supplémentaire de complexité qu'elles ajoutent au programme (Tabor 2002). Elles impliquent en général plusieurs étapes dans le processus de mise en œuvre depuis l'information des bénéficiaires, la formation de l'administration, le suivi régulier de la conformité jusqu'à l'application des décisions, ce qui signifie soit assister les bénéficiaires, soit réduire les transferts, soit retirer des bénéficiaires du programme. Pour que cela se passe de façon professionnelle, l'information doit être fournie de façon régulière et doit être saisie dans un système de données fonctionnel. La gestion des systèmes d'information, qui lie les différents ministères sociaux, tel qu'un système de registres unique que le Brésil par exemple a développé reste une exception dans les pays à faibles revenus en dépit des améliorations significatives des années passées. Une telle complexité peut résulter en un processus de mise en œuvre chaotique, une démotivation du personnel, potentiellement la non-prestation d'autres services clefs et enfin même l'échec du programme.

Ceci est particulièrement le cas pour les pays à faibles revenus où les ministères des affaires sociales manquent typiquement de personnel et de personnel qualifié. Bastagli insiste sur la difficulté d'obtenir des statistiques de non-conformité et d'application subséquente et affirme que "là où l'information existe, elle confirme l'irrégularité avec laquelle le suivi et les réponses à la conformation à la conditionnalité sont mises en œuvre" (Bastagli 2008). Même des pays tels que le Brésil font face – au moins initialement – à des défis de mise en œuvre immenses. En 2004, seulement 33% de tous les prestataires d'éducation ont fourni un rapport sur la conformité à la conditionnalité, et deux ans plus tard, alors que l'éducation a vu une augmentation de 93%, les rapports sur la santé sont toujours en retard avec 55% (Fiszbein et Schady 2009). En Zambie, les ministères sociaux n'ont pas réussi à suivre de façon jointe la conditionnalité à cause de problèmes de communication, de manque de rapports, et de rapports incorrectes ou incomplets (Schüring 2010). Les programmes qui sont conditionnels sur le papier et inconditionnels en pratique gâchent non seulement des ressources précieuses et minimisent donc les effets potentiels sur la pauvreté mais mènent aussi à une perte de crédibilité du ministère ou de l'agence en charge (Regalia 2006).

Le type d'impact que les prestataires de service ont par exemple sur la gestion effective de la conditionnalité et le taux d'abandon subséquent est décrit par Alvarez et al (2008) sur les données de Progresa. D'après leur analyse, qui ne couvre toutefois pas les variables sur la santé et la communauté, il y a 15 points de pourcentage de différence dans les taux d'abandon entre deux prestataires de santé différents.

Les contraintes de capacités peuvent aussi inquiéter les ministères dont les bénéficiaires sont encouragés à utiliser les services. Si les écoles et les centres de santé sont déjà surchargés et qu'aucun support complémentaire n'est offert, un stimulus de demande supplémentaire peut surmener le système et déranger ceux qui investissent déjà beaucoup dans ces services. En retour, ceci peut affecter négativement le soutient de la population au programme.

4.3.3 Promotion de la corruption

Les membres du personnel qui certifient la conditionnalité sont dans une position de pouvoir particulière vis-à-vis des bénéficiaires et peuvent en abuser. Ils peuvent par exemple demander de l'argent en échange d'un rapport favorable ou forcer les bénéficiaires à ne pas se plaindre à propos du service fourni. Ceci peut bloquer l'échange sur la demande aussi bien que sur l'offre et de meilleurs résultats sur l'éducation et la santé. Les pratiques de corruption impliquent aussi les prestataires de service qui tournent les règles à l'avantage de certains clients comme c'était le cas en Colombie et en Argentine (Heinrich 2007). L'accord de dérogations semble être un acte bénévole de la part du prestataire de service mais ce

pouvoir discrétionnaire – lorsqu'il est accordé – peut facilement être utilisé pour tourner les règles au désavantage des clients. Une plus grande fréquence de corruption peut aussi mettre en danger l'image du programme et peut mener à sa fin précoce, en particulier dans les pays avec de fortes fréquences de corruption et des intentions officielles de la combattre.

Si l'on suit l'argumentation de Coate & Morris (1995) on peut de surcroit considérer que les politiciens sont en faveur d'un transfert monétaire conditionnel plutôt qu'un simple transfert monétaire s'ils sont attirés par les pratiques corruptives de façon à en faire bénéficier leurs électeurs ou des groupes d'intérêt particuliers. Avoir la conditionnalité pour transformer le transfert plus en un projet résulterait moins en une pénalité de réputation pour les politiciens que les transferts directs.

5. BASE DE DONNEES PROBANTES SUR LA CONDITIONNALITE

Après avoir exploré la logique et les bénéfices et inefficacités potentiels de la conditionnalité, nous nous tournons à présent vers les preuves concernant l'impact réel que les conditions ont eu sur les ménages bénéficiaires, les politiques et l'administration (L'annexe 2 offre un aperçu complet de toutes les études consultées).

5.1 Efficacités privée et sociale – la conditionnalité apporte-t-elle plus d'éducation et de santé ?

Différentes tentatives ont été faites pour tester l'impact différentiel de la conditionnalité sur le comportement des ménages, allant de simulations, de quasi-expériences, d'expériences statistiques à des méthodes non-expérimentales. Le degré de variation des résultats pour un même pays est surprenant.

5.1.1 Simulations

Bourguignon et al (2002) simulent les décisions de scolarisation aussi bien que l'impact sur la pauvreté du programme de transfert monétaire Brésilien Bolsa Familia. Ils estiment qu'un transfert monétaire conditionnel pourrait augmenter les inscriptions à l'école de 3.7 points de pourcentage pour tous les bénéficiaires avec un effet encore plus prononcé de 5.2 points de pourcentage pour un sous-échantillon des pauvres bénéficiant de Bolsa Familia. Ils attribuent ce changement uniquement à la conditionnalité et concluent qu'un faible transfert de revenus sans conditionnalité ne mènerait à aucune différence en termes de décisions de scolarisation. Les résultats de Todd et Wolpin (2006) basés sur le programme Mexicain Progresa (maintenant appelé: Oportunidades) sont moins radicaux: un transfert monétaire inconditionnel aurait toujours un impact sur les décisions de scolarisation des ménages mais n'aurait une amplitude que de 20% de celle d'un programme de transfert monétaire conditionnel.

Todd et Wolpin (2006) ne se contentent pas d'essayer de savoir si un transfert doit être conditionné mais ils simulent et calculent en partie le coût d'un éventail de politiques alternatives allant du doublement du montant du transfert à la restriction du bonus pour certaines classes, rendant la présence à l'école obligatoire, interdisant le travail des enfants et récompensant l'accomplissement de la classe de 9ième. Parmi toutes les alternatives de subvention dont le coût était calculé[3], une subvention réduite pour les classes 6-9ième semble être le choix le plus rentable; un montant faible est plus rentable qu'un montant élevé et le transfert monétaire inconditionnel est plus rentable que le transfert conditionnel pour l'accomplissement de la classe de 9ième. De plus, il est intéressant de noter que d'après leur modèle de dynamique du comportement, une interdiction du travail des enfants n'aurait

[3] Uniquement le coût des subventions directes aux ménages et d'aucune autre des politiques d'intervention était calculé, ce qui exclue toutes les dépenses administratives.

aucun impact sur les décisions de scolarisation ce qui est intégré au modèle de Bourguignon et al. (2002).

Kakwani et al (2005) simulent l'impact d'un transfert monétaire inconditionnel sur la présence à l'école dans 10 pays Africains et ne trouvent que de très modestes résultats. Avec un transfert qui se base sur un financement des coûts généraux du programme à 0.5% du PIB du pays, un transfert monétaire mènerait à une différence de 0.03% (au Malawi) à 0.26% (en Côte d'Ivoire) avec un ciblage universel et de 0.04% (Malawi) à 0.425 (en Côte d'Ivoire) avec un ciblage sur la pauvreté. Malheureusement, leur modèle de simulation n'inclue aucune information sur l'impact des facteurs de la demande sur les décisions de scolarisation puisque les données ne sont pas disponibles. Par conséquent, leur conclusion est que l'introduction de la conditionnalité comme mécanisme important pour augmenter la présence à l'école est à prendre avec précaution.

5.1.2 Quasi-expériences

De Brauw & Hoddinott (2007), en utilisant les données administratives de PROGRESA et en construisant une quasi-expérience sur la base que tous les bénéficiaires ne reçoivent pas de formulaire de suivi de la conditionnalité, montrent que l'impact de la conditionnalité dépend grandement de la classe dans laquelle se trouve l'élève. Il n'y a pas d'impact mesurable de la conditionnalité dans le primaire et l'impact le plus important est dans la fourchette de 17-20% à la transition entre l'école primaire et l'école secondaire. En dépit de vérifications solides menées dans l'espoir de suivre les inobservables, les auteurs concluent qu'il vaut mieux éclairer l'impact des inobservables, de préférence au travers d'une expérience randomisée. Cela peut être encore plus problématique puisque les auteurs n'incluent que les bénéficiaires qui reçoivent les transferts, excluant de l'analyse ceux qui ne se sont pas conformé à la conditionnalité en dépit de la réception d'un formulaire E1.

Schady et Araujo (2008) utilisent le fait que certains ménages du programme de transfert monétaire inconditionnel en Equateur croyaient être soumis à la conditionnalité sur l'éducation pour estimer l'impact de la conditionnalité sur les résultats éducatifs. La probabilité d'inscription diffère entre les ménages qui croient être soumis à la conditionnalité et les ménages qui ne sont pas au courant de la conditionnalité lorsqu'on compare avec un groupe contrôle qui ne reçoit pas de transfert monétaire. La probabilité d'être inscrits pour les ménages "inconditionnels" est entre 7.3 et 13 points de pourcentage supérieure au groupe contrôle, tandis que la probabilité pour les ménages qui ne sont pas au courant de la conditionnalité varie de 1.4 à 2.1 points de pourcentage et est statistiquement non significative. Les auteurs ont contrôlé les différences observables entre les deux groupes. Quoi qu'il en soit, puisque les ménages s'auto-sélectionnent dans cette expérience et que les caractéristiques inobservables telles que la motivation ne peuvent pas être contrôlées, cette étude est probablement affectée par un biais de sélection. Le fait que la randomisation ait échouée peut aussi bien introduire un biais concernant l'ampleur des effets respectifs.

5.1.3 Expériences randomisées

La seule expérience randomisée avec la conditionnalité a été menée au Malawi avec 2286 filles non mariées de 13 à 22 ans (Baird, McIntosh et al. 2010). Le transfert était conditionné par une présence régulière à l'école pour certaines des filles. Les résultats de cette recherche ne montrent aucun impact statistiquement significatif de la conditionnalité sur l'inscription à l'école des filles.

En plus de l'expérience du Malawi, il existe deux autres expériences qui sont conduites en ce moment et ne sont pas encore évaluées. Au Burkina Faso, une expérience randomisée du CNLS et de la Banque Mondiale impliquant 3250 ménages dans 75 villages essaye de déterminer l'impact de la conditionnalité et l'impact de la présence d'une femme plutôt que d'un homme pour la réception du transfert monétaire. L'expérience qui devait se terminer à

la fin de l'année scolaire 2009-10, teste une conditionnalité sanitaire pour les enfants âgés de 0 à 6 ans, qui sont obligés de visiter le centre de santé, et une conditionnalité d'éducation pour les enfants âgés de 7 à 15 ans, qui sont supposés être inscrits à l'école et être présents à 90%. Le Kenya a également mis en œuvre une expérience randomisée sur la conditionnalité avec 2000 ménages, ce qui s'approche probablement d'une situation de vie réelle puisque le programme est tenu et géré par le gouvernement, mais est aussi suffisamment grande pour autoriser des leçons sur les coûts de mise en œuvre et les défis de la conditionnalité. La conception de l'étude inclue aussi les coûts détaillés de la conditionnalité.

5.1.4 Méthodes non-expérimentales

Janvry et Sadoulet (2006) argumentent qu'une conditionnalité comme instrument de distorsion des coûts est nécessaire en addition du faible effet de revenu, étant donnés les arguments en faveur de la relativement basse élasticité du revenu de l'éducation parmi les pauvres comme cela est démontré dans une revue d'études par Behrman et Knowles (1999). Toutefois, il y a de nos jours quantité d'arguments qui contredisent les prédictions des modèles de simulation et montrent que les ménages répondent aussi positivement à l'effet de revenu, menant à des effets positifs sur l'éducation, la santé et la nutrition (voir par exemple: Devereux 2001; EPRI 2008; Miller, Tsoka et al. 2008). Même Behrman et Knowles utilisent l'exemple du Vietnam pour illustrer que différentes spécifications du modèle augmentent substantiellement l'association entre le revenu et la scolarisation (1999).

Même si l'existence d'un effet de revenu est incontestable, la question reste de savoir de quelle taille est l'effet de substitution additionnel. Utilisant une approche théorique, de Janvry et Sadoulet (2005) démontrent que si l'augmentation de la scolarisation est l'objectif principal, les transferts monétaires conditionnels sont plus efficaces puisqu'ils se traduisent par un effet de prix direct plutôt qu'un effet de revenu dilué au travers d'un transfert inconditionnel. Ils (2006) calculent que les transferts monétaires inconditionnels tels que les systèmes de retraites des personnes âgées en Afrique du Sud devraient être six fois supérieurs en taille pour produire le même impact que Progresa. Puisque dans le contexte des deux pays les caractéristiques de l'offre et les contraintes de la demande ne sont pas nécessairement comparables, cette comparaison peut être biaisée.

Davis et al (2002) comparent les effets de deux programmes conditionnels au Mexique, Progresa et Procampo pour tirer des conclusions sur l'importance de la conditionnalité pour les décisions de consommation et les résultats. Ils trouvent que malgré les différentes conditions – Progresa dans le domaine de l'éducation et de la santé et Procampo dans le domaine de l'utilisation de la terre agricole – les deux programmes ont des effets similaires sur la consommation totale. Ils diffèrent toutefois en termes de dépense sur des articles non alimentaires et sur les résultats d'investissement concernant le capital humain et l'agriculture. Les receveurs de Progresa ont des niveaux et parts de dépense scolaire supérieurs, tandis que Procampo mène à un déclin des dépenses scolaires mais à une augmentation des dépenses pour les habits pour adultes, la santé personnelle et l'hygiène. En termes de résultats, la conditionnalité semble avoir amplifié les effets : Progresa mène en effet à de meilleurs résultats scolaires et sanitaires tandis que Procampo mène à de meilleurs investissements agricoles.

Heinrich (2007) montre que le programme de bourse scolaire Argentin Beca améliore la présence des étudiants aussi bien que les performances scolaires et inscrit cet impact comme partie intégrante de la conditionnalité permettant aux ménages de ne continuer dans les années 2 et 3 du programme que si les étudiants sont régulièrement présents à l'école et obtiennent de bons résultats. Elle base son évaluation de l'impact de la conditionnalité sur les niveaux d'efforts supérieurs de ceux qui continuent en année 2 et 3, ce qui ne parait pas surprenant puisque de plus faibles présence et performance sont certainement liées à la motivation. La question que cette motivation soit toutefois induite par la conditionnalité reste

entière puisqu'il n'y a pas de données contrôles ; tous ceux qui ont arrêté après la première année étaient également soumis à la conditionnalité.

De Janvry et Sadoulet (2005) évaluent l'amplitude de l'effet de la conditionnalité pour le Mexique en comparant l'impact des transferts monétaires conditionnels et l'impact de la dépense totale du ménage (transfert inconditionnel) sur la scolarisation. Ils arrivent à la conclusion que la conditionnalité multiplie les effets par 16. Gitter et Barham (2008), qui ont inclus la consommation logarithmique des ménages comme contrôle de l'effet de revenu dans leur équation de régression, montrent que lorsqu'on en vient à l'inscription à l'école dans le Red de Protección Social au Nicaragua, les effets de revenu sont de l'ordre de 25-33% des effets qui ne sont pas liés au revenu. Les autres effets sur les dépenses en nourriture et en lait sont statistiquement significatifs mais ne font que compléter l'effet de revenu dans le cas du lait. L'effet de revenu n'est statistiquement significatif qu'au regard de la dépense scolaire. Tous les auteurs mettent en garde sur ces effets qui peuvent être biaisés par des problèmes d'endogénéité résultants d'erreurs sur les mesures et du fait que le revenu et les choix de dépenses peuvent être déterminés jointement par le ménage.

Plusieurs auteurs ont tenté de contrôler ces biais à l'aide de méthodes variées et arrivent à des conclusions différentes de celles de de Janvry et Sadoulet (2005) et Gitter et Barham (2008). Hoddinott et Skoufias (2004), en utilisant les données de Progresa, ont instrumenté la consommation par tête et utilisent un modèle qui contrôle les effets fixes des ménages. Ils arrivent à la conclusion que lorsqu'on traite la consommation des ménages de façon endogène, les effets non liés au revenu sur la disponibilité calorique ne restent significatifs que pour les fruits et légumes et les effets de revenu surpassent l'effet de substitution.[4] Handa et al. (2009), utilisant également les données de Progresa, tiennent compte des erreurs de mesure en utilisant une variable instrumentale pour le montant réel du transfert et contrôlent l'endogénéité du revenu du ménage en utilisant un modèle d'effets fixes des ménages. Ils estiment que la conditionnalité ne mène pas à un effet de substitution sur les dépenses ni pour les dépenses totales, ni pour les dépenses spécifiquement éducatives. L'absence d'un effet de substitution indique que de meilleurs résultats scolaires ne sont par exemple pas dus à des dépenses plus importantes sur l'éducation mais au remplacement des salaires passés rapportés par le travail des enfants.

Au contraire de Hoddinott et Skoufias (2004), Gitter et Barham (2008) et Handa et al. (2009), Ribas et al. (2010) utilisent une approche semi-paramétrique, n'admettant pas la linéarité du revenu, qui décompose les effets du traitement en effets de revenu et de comportement. En utilisant les données du Paraguay, ils trouvent que l'effet de revenu a des effets d'impact positif sur la consommation et l'épargne des bénéficiaires alors que l'effet de substitution annule l'impact sur la consommation, renforce l'effet d'épargne et est le seul qui ait un impact sur la composition de la consommation dans son ensemble. Rubalca et al. (2004) démontrent dans leur analyse de Progresa, d'une part que la supposition de la non-linéarité peut être importante mais ils montrent aussi qu'il faut être attentif avant d'attribuer tous les effets comportementaux à la conditionnalité. Ils montrent que les allocations de budget dans les ménages dirigés par une seule personne restent les mêmes, concluant que l'effet comportemental peut pour la plus grande part résulter du fait que le transfert est attribué aux femmes et que les changements qui s'en suivent sont dus à un changement de pouvoir de décision et de préférences.

[4] Si l'on accepte l'augmentation moyenne de la consommation de 20 points de pourcentage qui est indiquée par les auteurs comme augmentation moyenne de la consommation grâce aux transferts.

5.2 Economie politique – la conditionnalité rend-elle les transferts monétaires plus attractifs ?

Jusqu'à présent, il n'existe pas d'étude qui se soit intéressée de près aux attitudes du publique sur la conditionnalité dans les pays à faibles revenus. Une étude de Taylor-Gooby (2001) sur l'origine et l'orientation des attitudes politiques envers le bien-être confirme la popularité grandissante de l'activation / conditionnalité dans des états de bien-être variés du monde occidental. Cette inclinaison envers la conditionnalité a différents motifs : elle est basée sur le principe du devoir des citoyens envers la société dans les pays sociaux-démocrates, sur le principe du maintien des dépenses et de la responsabilisation dans les pays à modèle anglo-saxon ou sur le lien entre le travail et le bien-être dans les pays chrétiens démocrates.

De Janvry et al. (2009), utilisant les données du Brésil, montrent toutefois qu'un meilleur suivi de la conditionnalité peut aussi avoir des impacts négatifs sur l'économie politique puisqu'elle réduit les chances de réélection des maires. Ils trouvent aussi que d'éviter les erreurs d'inclusion peut accroitre les chances de réélection de 26%, ce qui supporte l'introduction de la conditionnalité en tant qu'instrument de démotivation. Les résultats initiaux de Zambie démontrent que tandis que la conditionnalité augmente l'attraction politique d'un programme parmi les votants et les politiciens, cet effet est au moins en partie annulé par les conséquences potentiellement très négatives de la conditionnalité sous la forme de forts taux d'exclusion des bénéficiaires (Schüring 2010).

Des sources telles que les enquêtes de valeur mondiale et les enquêtes d'attitude menées par Graham (2002) peuvent aider à tirer des conclusions préliminaires sur les attitudes du publique envers l'assistance gouvernementale et ses attentes envers les receveurs de l'aide sociale. Personne n'a toutefois utilisé ces données pour analyser à quel point la conditionnalité peut s'accorder avec la culture politique de différents pays.

5.3 Autonomisation – la conditionnalité autonomise-t-elle ou est-elle condescendante ?

En ce qui concerne l'autonomisation, on ne trouve que peu de preuves anecdotiques pour savoir si les bénéficiaires considèrent que la conditionnalité a transformé le transfert social en un arrangement contractuel et les a autonomisé. En Zambie, la très grande majorité des bénéficiaires perçoit la conditionnalité comme autonomisante et comme véhicule de négociation des dépenses du ménage avec leurs époux (Schüring 2010). D'après les interviews qualitatives, cette connotation positive de la conditionnalité est en grande partie due au fait que les conditions fournissent une information claire et des lignes de conduite aux bénéficiaires dans des domaines où l'information n'est souvent pas facilement disponible, en particulier pour les illettrés.

Il y a de plus amples preuves sur l'impact des transferts monétaires conditionnels à propos de la position de négociation et du rôle de la femme dans le ménage, mais une fois de plus très peu sur l'impact différentiel de la conditionnalité. Adato et al (2002) exposent que l'impact des réunions mensuelles sur les problèmes liés à la santé et d'autres domaines pour les femmes mexicaines contribue à l'amélioration de la confiance en soi des femmes, leur sensibilisation et leur connaissance. Molyneux (2006) au contraire, montre que la conditionnalité peut renforcer les rôles et responsabilités traditionnels féminins et masculins si la femme est celle qui doit porter la plus grande responsabilité pour se conformer à la conditionnalité comme c'est le cas au Mexique. Ceci peut avoir l'effet totalement opposé de dé-autonomisation de la femme en la confinant dans ses devoirs de femme. Bradshaw (2008) trouve des preuves similaires au Nicaragua où la conditionnalité sert implicitement d'allusion aux femmes pour leur indiquer qu'elles doivent apprendre à être de meilleures mères. Elle suggère également que les cours que les femmes sont tenues de suivre sur les

“bonnes pratiques d’éducation” peuvent aussi avoir un effet de dé-autonomisation sur ces mères qui ne participent pas en les portrayant comme de “mauvais parents”.

La plupart des auteurs cautionnent en outre que la conditionnalité affecte disproportionnellement les coûts que les femmes doivent supporter. Les contraintes de temps et les coûts de transaction liés à l’accès au transfert sont souvent supérieurs pour les femmes que pour les hommes (Ezemenari, Chaudhury et al. 2002). De plus, le temps que la mère doit passer loin du ménage pour se conformer aux conditions officielles peut facilement se traduire par plus de travail pour les filles qui restent à la maison (Luttrell and Moser 2004).

5.4 Equité – la conditionnalité augmente-t-elle l’efficacité de ciblage ?

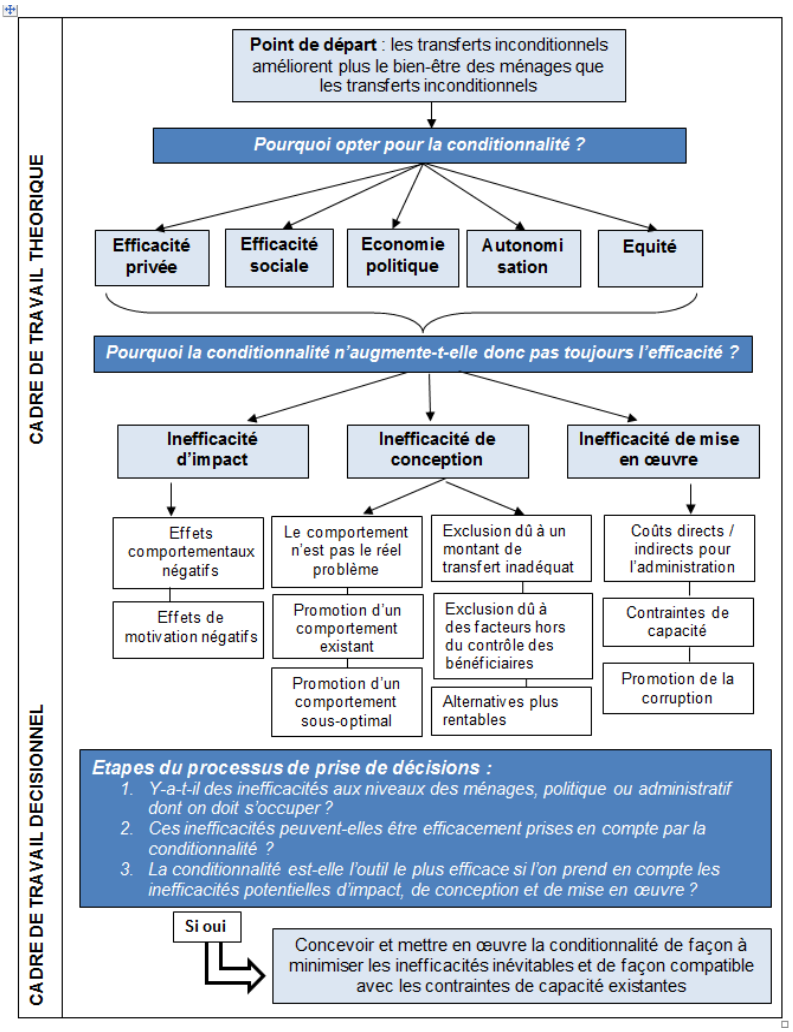
L’impact de la conditionnalité sur l’efficacité de ciblage a également été peu étudié. Alvarez et al (2008) utilisent les données administratives de Progresa pour montrer que la conditionnalité augmentait l’efficacité de ciblage du programme en servant de mécanisme de tri tout au long du programme. Ceux qui abandonnaient le programme en cours de route avaient plus de chance d’être des hommes, plus éduqués, non-indigènes, célibataire et employé. Les ménages qui abandonnaient étaient normalement de petite taille avec un plus faible niveau de dépendance. En Zambie, la conditionnalité avait une faible chance de fonctionner en tant que système de filtrage puisque les plus aisés semblaient plus enclins à supporter les coûts additionnels associés à la conditionnalité que la population la plus pauvre (Schüring 2010). Les premiers calculs basés sur une enquête d’attitude, des interviews et les cartes de suivi font allusion au fait que la conditionnalité imposée rigoureusement pourrait même avoir le potentiel d’exclure un nombre significatif de bénéficiaires.

Alvarez et al. (2008) arrivent à la conclusion que la conditionnalité dans le cas mexicain n’a pas systématiquement trié les extrêmement pauvres mais menait à une probabilité supérieure d’abandon dans le cas des populations indigènes et dans le cas des extrêmement pauvres dans les communautés à faible marginalité. Que la conditionnalité augmente l’attraction d’un programme pour les bénéficiaires potentiels au travers des effets d’autonomisation, menant ainsi à une plus grande admission et à un meilleur résultat de ciblage, n’a pas encore été étudié.

6. REMARQUES DE CONCLUSION

Le but de ce papier était de générer une compréhension commune du concept de conditionnalité et de la théorie qui se trouve derrière, d’éclairer les différents facteurs qui sont essentiels pour déterminer si la conditionnalité rend un programme de transfert monétaire social plus rentable et de rassembler les preuves existantes. En construisant autour des contributions importantes faites par d’autres auteurs, la valeur ajoutée de cet article est de différencier clairement les multiples dimensions de la conditionnalité, de rassembler une perspective économique théorique avec les apports de la psychologie et de la science politique, pour démêler de façon compréhensive et systématique tous les facteurs qui déterminent l’impact de la conditionnalité sur la rentabilité des programmes de transfert monétaire social et de citer des arguments au-delà de l’influence de la conditionnalité sur le comportement des ménages.

Figure 7: Cadre de travail théorique et de prise de décision pour la conditionnalité



Source : Illustration de l'auteur

Pour les décideurs politiques, cet article est censé donner une orientation sur le moyen de décider si la conditionnalité est un outil approprié dans leur programme de transfert monétaire social. La figure 7 fournit un résumé des arguments principaux apportés dans cet article et permet aux décideurs politiques de considérer tous les facteurs pertinents lors de l'évaluation de la rentabilité de la conditionnalité, en pensant aux implications de la conditionnalité pour les ménages bénéficiaires, la société, les administrations et aussi les politiques. Pour prendre une décision sur la conditionnalité, il est important que les décideurs politiques aient un regard critique sur la nature des problèmes qu'ils veulent traiter et sur le potentiel de la conditionnalité à y parvenir. De plus, les décideurs politiques doivent évaluer si la conditionnalité est l'outil le plus rentable, considérant les différentes inefficacités qu'elle introduit et les coûts directs et indirects de sa mise en œuvre du point de vue administratif aussi bien que privé ou social.

Pour les chercheurs, la revue a démontré que pour certains domaines tels que l'impact sur le comportement du bénéficiaire, l'argument n'est pas concluant, même pour un seul pays. Il

serait intéressant de mieux expliquer ces différences et de voir à quel point elles dépendent des différentes hypothèses faites et des facteurs considérés. Il faut aussi acquérir une meilleure compréhension de l'impact que la conditionnalité a sur le long terme sur le comportement des ménages. L'argumentation dans les autres domaines tels que l'économie politique, l'autonomisation et l'équité de la conditionnalité est plutôt faible et bénéficierait de plus amples recherches. L'aspect "coût" dans l'équation de rentabilité a aussi reçu peu d'attention et très peu d'études s'intéressent aux coûts réels aux niveaux administratif et privé et peu de documentation est disponible sur la façon d'adapter la conditionnalité aux faibles capacités administratives. De plus, les décideurs politiques bénéficieraient aussi d'une évaluation holistique de la conditionnalité, pas seulement choisissant certains aspects tels que le potentiel de la conditionnalité à affecter le comportement des ménages mais une analyse compréhensive de tous les facteurs qui déterminent si la conditionnalité semble être un choix rentable.

7. BIBLIOGRAPHIE

Acemoglu, D. et J. Angrist (1999). How Large are the Social Returns to Education? Evidence from Compulsory Schooling Laws, National Bureau of Economic Research, Inc, NBER Working Papers: 7444.

Adato, M., B. de la Brière, et al. (2002). The impact of Progresa on women's status and intrahousehold relations. Washington, USA, International Food Policy Research Institute.

Adato, M. et J. Hoddinott (2007). Conditional cash transfer programs: A "magic bullet" for reducing poverty? 2020 vision briefs, International Food Policy Research Institute

Alvarez, C., F. Devoto, et al. (2008). "Why Do Beneficiaries Leave the Safety Net in Mexico? A Study of the Effects of Conditionality on Dropouts." World Development **36**(4): 641-658.

Attanasio, O. et K. Kaufmann (2009). Educational Choices, Subjective Expectations, and Credit Constraints. NBER Working Paper No. 15087.

Baird, S., C. McIntosh, et al. (2010). Cash or Condition? Evidence from a randomized cash transfer program. Unpublished manuscript.

Barrientos, A. et J. de Jong (2004). Child Poverty and Cash Transfers. CHIP Report No. 4. C. P. R. a. P. Centre.

Barrientos, A. et J. de Jong (2006). "Reducing Child Poverty with Cash Transfers: A Sure Thing?" Development Policy Review **24**(5): 537-552.

Bastagli, F. (2008). "Conditionality in Public Policy Targeted to the Poor: Promoting Resilience?" Social Policy & Society **8**(1): 127-140.

Behrman, J. R. et J. C. Knowles (1999). "Household Income and Child Schooling in Vietnam." World Bank Economic Review **13**(2): 211-256.

Belzil, C. et M. Leonardi (2007). "Can risk aversion explain schooling attainments? Evidence from Italy." Labour Economics **14**: 957-970.

Belzil, C. et M. Leonardi (2007). "Risk Aversion and Schooling Decisions." IZA Discussion Paper No. 2994.

Benabou, R. et J. Tirole (2003). "Intrinsic and Extrinsic Motivation." Review of Economic Studies **70**(3): 489-520.

Bils, M., P. J. Klenow, et al. (2004). Does Schooling Cause Growth? Recent developments in growth theory. Volume 1. Empirical patterns, Elgar Reference Collection. International Library of Critical Writings in Economics, vol. 179. Cheltenham, U.K. and Northampton, Mass.: Elgar**:** 363-386.

Binswanger, H. P. (1980). "Attitudes toward Risk: Experimental Measurement In Rural India." American Journal of Agricultural Economics **62**(3): 395.

Blackorby, C. et D. Donaldson (1988). "Cash versus Kind, Self-Selection, and Efficient Transfers." The American Economic Review **78**(4): 691-700.

Bourguignon, F., F. H. G. Ferreira, et al. (2002). Ex-Ante Evaluation of Conditional Cash Transfer Programs: The Case of Bolsa Escola. Policy Research Working Paper Series: 2916, The World Bank.

Bradshaw, S. (2008). "From Structural Adjustment to Social Adjustment. A Gendered Analysis of Conditional Cash Transfer Programmes in Mexico and Nicaragua." Global Social Policy **8**(2): 188-207.

Caldes, N., D. Coady, et al. (2006). "The Cost of Poverty Alleviation Transfer Programs: A Comparative Analysis of Three Programs in Latin America." World Development **34**(5): 818-837.

Cameron, J., K. M. Banko, et al. (2001). "Pervasive negative effects of rewards on intrinsic motivation: The myth continues." The Behavior Analyst **24**(1): 1-44.
Coady, D., M. Grosh, et al. (2004). Targeting of Transfers in Developing Countries. Review of Lessons and Experience. Washington, The World Bank.
Coady, D., R. Perez, et al. (2005). Evaluating the Cost of Poverty Alleviation Transfer Programs. FCND Discussion Paper 199. Washington, International Food Policy Research Institute.
Coate, S. et S. Morris (1995). "On the Form of Transfers to Special Interests." The Journal of Political Economy **103**(6): 1210-1235.
Cohen, E. et R. Franco (2006). Los Programas de Transferencias con Corresponsabilidad en América Latina: Similitudes y Diferencias. Transferencias con Corresponsabilidad: Una Mirada Latinoamericana. E. Cohen et R. Franco. Mexico City, SEDESOL**:** 85-136.
Corrigan, P. W. (1997). "Behavior Therapy Empowers Persons with Severe Mental Illness." Behavior Modification **21**(1): 45-61.
Das, J., Q.-T. Do, et al. (2005). "Reassessing Conditional Cash Transfer Programs." World Bank Research Observer **20**(1): 57-80.
Davis, B., S. Handa, et al. (2002). Conditionality and the impact of program design on household welfare: Comparing two diverse cash transfer programs in rural Mexico. ESA Working Paper No. 02-10, Agricultural and Development Economics Division. The Food and Agriculture Organization of the United Nations.
de Brauw, A. et J. Hoddinott (2007). Must Conditional Cash Transfer Programs be conditioned to be effective? The impact of conditioning transfers on school enrollment in Mexico. IFPRI Discussion Papers 757, International Food Policy Research Institute.
de Britto Feitosa, T. (2004). Conditional Cash Transfers: Why have they become so prominent in recent poverty reduction strategies in Latin America. Working Paper Series No. 390, Institute of Social Studies.
de Janvry, A., F. Finan, et al. (2009). Local Electoral Incentives and Decentralized Program Performance, University of California at Berkeley.
de Janvry, A. et E. Sadoulet (2005). Conditional cash transfer programs for child human capital development: Lessons derived from experience in Mexico and Brazil. GRADE 25th anniversary Conference, "Investigación, Politicas y Desarrollo". Lima, Peru.
de Janvry, A. et E. Sadoulet (2006). When to use a CCT versus a CT approach? Third International Conference on Conditional Cash Transfers. Istanbul, Turkey, The World Bank.
de Janvry, A., E. Sadoulet, et al. (2006). Uninsured risk and asset protection: Can conditional cash transfer programs serve as safety nets? Social Protection Discussion Paper No. 0604. Washington, USA, The World Bank.
de la Brière, B. et L. B. Rawlings (2006). Examining Conditional Cash Transfer Programs: A Role for Increased Social Inclusion? Social Protection Discussion Paper No. 0603, The World Bank.
Deci, E. L., R. Koestner, et al. (1999). "A meta-analytic review of experiments examining the effects of extrinsic rewards on intrinsic motivation." Psychological Bulletin **125**(6): 627-668.
Devereux, S. (2001). Social pensions in Namibia and South Africa. Brighton, Institute of Development Studies.
Dohmen, T., A. Falk, et al. (2010). "Are Risk Aversion and Impatience Related to Cognitive Ability?" American Economic Review **100**(3): 1238-1260.
EPRI (2008). Quantitative Analysis of the Impact of the Child Support Grant, UNICEF.
Ezemenari, K., N. Chaudhury, et al. (2002). Gender and Risk in the Design of Social Protection Interventions. Social Protection Discussion Paper Series. Washington, The World Bank.
Fehr, E. et S. Gächter (2001). "Do Incentive Contracts Crowd Out Voluntary Cooperation?" SSRN eLibrary.

Fiszbein, A. et N. Schady (2009). Conditional Cash Transfers. Reducing Present and Future Poverty. A World Bank Policy Research Report. Washington, The World Bank.
Frederick, S., G. Loewenstein, et al. (2002). "Time Discounting and Time Preference: A Critical Review." Journal of Economic Literature **40**(2): 351-401.
Freeland, N. (2007). "Superfluous, Pernicious, Atrocious and Abominable? The Case Against Conditional Cash Transfers " IDS Bulletin **38**(3): 75-78.
Frey, B. S. (2008). Motivation Crowding Theory--A New Approach to Behaviour. Behavioural Economics and Public Policy: Roundtable Proceedings: Melbourne, 8-9 August 2007, Melbourne: Australian Productivity Commission**:** 37-54.
Garcia, M. et C. Moore (2010). Cash Transfer Programs: The Emerging Safety Net in Sub-Saharan Africa. Washington, Africa Human Development, The World Bank.
Gitter, S. R. et B. L. Barham (2008). "Women's Power, Conditional Cash Transfers, and Schooling in Nicaragua." World Bank Economic Review **22**(2): 271-290.
Glaeser, E. L. (2005). Paternalism and Psychology. Working Paper 11789. NBER Working Papers Series. Cambridge, National Bureau of Economic Research.
Graham, C. (2002). Public Attitudes Matter: A Conceptual Frame for Accounting for Political Economy in Safety Nets and Social Assistance Policies. Social Protection Discussion Paper, The World Bank.
Green, L., J. Myerson, et al. (1996). "Temporal discounting in choice between delayed rewards: The role of age and income." Psychology and Aging **11**(1): 79-84.
Grosh, M., C. d. Ninno, et al. (2008). For Protection & Promotion. The Design and Implementation of Effective Safety Nets. Washington, The World Bank.
Haddad, L., J. Hoddinott, et al. (1997). Intrahousehold resource allocation in developing countries: Modèle s, methods, and policy, Baltimore and London: Johns Hopkins University Press for the International Food Policy Research Institute.
Hammitt, J. et K. Haninger (2010). "Valuing fatal risks to children and adults: Effects of disease, latency, and risk aversion." Journal of Risk and Uncertainty **40**(1): 57-83.
Handa, S. et B. Davis (2006). The Experience of Conditional Cash Transfers in Latin America and the Caribbean. ESA Working Paper No. 06-07, Agricultural and Development Economics Division. The Food and Agriculture Organization of the United Nations.
Handa, S. et et al. (2009). "Opening Up Pandora's Box: The Effect of Gender Targeting and Conditionality on Household Spending Behavior in Mexico's Progresa Program." World Development **37**(6): 1129 - 1142.
Heckman, J. (2000). "Policies to Foster Human Capital." Research in Economics **54**: 3-56.
Heinrich, C. J. (2007). "Demand and Supply-Side Determinants of Conditional Cash Transfer Program Effectiveness." World Development **35**(1): 121-143.
Hickey, S. (2006). The Politics of What Works in Reducing Chronic Poverty. A synthesis report for the Ministry of Foreign Affairs, The Netherlands. CPRC Working Paper 91, Chronic Poverty Research Centre.
Hoddinott, J. et E. Skoufias (2004). "The Impact of PROGRESA on Food Consumption." Economic Development and Cultural Change(53): 37-61.
Jensen, R. (2010). "The (Perceived) Returns to Education and the Demand for Schooling*." Quarterly Journal of Economics **125**(2): 515-548.
Kakwani, N., F. Veras Soares, et al. (2005). Conditional Cash Transfers in African Countries. Working Paper Brasilia, Brazil, International Poverty Centre, UNDP.
Kane, R. L., P. E. Johnson, et al. (2004). "A structured review of the effect of economic incentives on consumers' preventive behavior." American Journal of Preventive Medicine **27**(4): 327-352.
Kremer, M., E. Miguel, et al. (2004). Incentives to learn. NBER Working Paper No. 10971.
Kremer, M., E. Miguel, et al. (2009). "Incentives to learn." The Review of Economics and Statistics **91**(3): 437-456.
Künnemann, R. et R. Leonhard (2008). A human rights view of social cash transfers for achieving the millennium development goals. Stuttgart, Brot für die Welt, Evangelischer Entwicklungsdienst.

Laibson, D. (1998). "Life-Cycle Consumption and Hyperbolic Discount Functions." European Economic Review **42**(3-5): 861-871.
Lalive, R. et M. A. Cattaneo (2009). "Social Interactions and Schooling Decisions." Review of Economics and Statistics **91**(3): 457-477.
Lindert, K. et V. Vincensini (2009). Bolsa Família in the Spotlight of Public Opinion: Some Observations and Theories on the Political Economy of CCTs. Presentation at the Safety Nets Core Course. The World Bank. Washington.
Lipton, M. (1968). "The theory of the optimising peasant." Journal of Development Studies **4**: 327-351.
Loewenstein, G., C. F. Camerer, et al. (2004). Out of Control: Visceral Influences on Behavior. Advances in behavioral economics, Roundtable Series in Behavioral Economics. New York: Russell Sage Foundation; Princeton and Oxford: Princeton University Press**:** 689-723.
Lund, F., M. Noble, et al. (2008). Is there a rationale for conditional cash transfers for children in South Africa. Working Paper No 53. Durban, South Africa, School of Development Studies, University of Kwazulu-Natal.
Luttrell, C. et C. Moser (2004). Gender and Social Protection. DfID. London.
Martinelli, C. s. et S. W. Parker (2003). "Should Transfers To Poor Families Be Conditional On School Attendance? A Household Bargaining Perspective." International Economic Review **44**(2): 523-544.
Medlin, C. et D. de Walque (2008). Potential applications of conditional cash transfers for prevention of sexually transmitted infections and HIV in Sub-Saharan Africa, The World Bank, Policy Research Working Paper Series: 4673.
Miguel, E. et M. Kremer (2004). "Worms: Identifying Impacts on Education and Health in the Presence of Treatment Externalities." Econometrica **72**(1).
Miller, C., M. Tsoka, et al. (2008). Impact Evaluation Report. External Evaluation of the Mchinji Social Cash Transfer Pilot. Boston, Center for International Health and Development, Boston University School of Public Health.
Molyneux, M. (2006). "Mothers at the Service of the New Poverty Agenda: Progresa/Oportunidades, Mexico's Conditional Transfer Programme." Social Policy & Administration **40**(4): 425-449.
Mosley, P. et A. Verschoor (2005). "Risk Attitudes and the 'Vicious Circle of Poverty'." The European Journal of Development Research **17**(1): 59-88.
Nguyen, T. (2008). Information, Role Modèle s and Perceived Returns to Education: Experimental Evidence from Madagascar. MIT working Paper, MIT.
O'Donoghue, T., M. Rabin, et al. (2003). Self-awareness and self-control. Time and decision: Economic and psychological perspectives on intertemporal choice. New York, NY US, Russell Sage Foundation**:** 217-243.
Petry, N. M., I. Petrakis, et al. (2001). "Contingency management interventions: From research to practice." The American Journal of Psychiatry **158**(5): 694-702.
Regalia, F. (2006). Some thoughts about "conditionalities" in cash transfer programs. Lessons from Latin America and the Caribbean. Learning Workshop on Orphans and Vulnerable Children and Conditional Cash Transfers. Nairobi, Kenya, The World Bank.
Ribas, R. P., F. V. Soares, et al. (2010). Beyond cash: assessing externality and behavior effects of non-experimental cash transfers. Working Paper number 65. Brasilia, International Policy Center for Inclusive Growth.
Rubalcava, L., G. Teruel, et al. (2004). Spending, Saving and Public Transfers Paid to Women. On-Line Working Paper Series. Los Angeles, California Center for Population Research.
Samson, M., I. van Niekerk, et al. (2006). Designing and Implementing Social Transfer Programmes. Cape Town, Economic Policy Research Institute.
Schady, N. et M. C. Araujo (2008). "Cash Transfers, Conditions, and School Enrollment in Ecuador." Economia: Journal of the Latin American and Caribbean Economic Association **8**(2): 43.

Schubert, B. et R. Slater (2006). "Social Cash Transfers in Low-Income African Countries: Conditional or Unconditional?" Development Policy Review **24**(5): 571-578.
Schüring, E. (2010). Strings attached or loose ends? The role of conditionality in Zambia's social cash transfer scheme. Kiel, PEGNET.
Shaw, K. L. (1996). "An Empirical Analysis of Risk Aversion and Income Growth." Journal of Labor Economics **14**(4): 626-653.
Sliwka, D. (2007). "Trust as a Signal of a Social Norm and the Hidden Costs of Incentive Schemes." American Economic Review **97**(3): 999-1012.
Standing, G. (2007). Conditional Cash Transfers: Why Targeting and Conditionalities Could Fail. One Pager No. 47. Brasilia, Brazil, International Poverty Centre. United Nations Development Programme.
Stiglitz (2000). Economics of the Public Sector. New York / London, W.W. Norton & Company.
Tabor, S. R. (2002). Assisting the Poor with Cash: Design and Implementation of Social Transfer Programs. Social Protection Discussion Paper Series No. 0223, The World Bank.
Tanaka, T., C. F. Camerer, et al. (2010). "Risk and Time Preferences: Linking Experimental and Household Survey Data from Vietnam." American Economic Review **100**(1): 557-571.
Taylor-Gooby, P. (2001). "Sustaining state welfare in hard times: who will foot the bill?" Journal of European Social Policy **11**(2): 133-147.
Thaler, R. H. et C. R. Sunstein (2003). "Libertarian Paternalism." The American Economic Review **93**(2): 175-179.
Todd, P. E. et K. I. Wolpin (2006). "Assessing the Impact of a School Subsidy Program in Mexico: Using a Social Experiment to Validate a Dynamic Behavioral Modèle of Child Schooling and Fertility." American Economic Review **96**(5): 1384-1417.
Veit-Wilson, J. (2009). "Who Sets the Conditions? Conditionality, Reciprocity, Human Rights and Inclusion in Society." Global Social Policy **9**(2): 171-174.
Wik, M., T. A. Kebede, et al. (2004). "On the measurement of risk aversion from experimental data." Applied Economics **36**(21): 2443-2451.
World Bank (2001). Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001: Attacking poverty, Oxford and New York: Oxford University Press.
Yesuf, M. (2004). Risk, Time and Land Management under Market Imperfections: Applications to Ethiopia. PhD dissertation, Göteborg University.

Annexe 1: Aperçu des programmes de transfert monétaire conditionnel revus

#	Pays	Nom du programme	Type de conditionnalité			Montant affecté	Performance
			Santé	Education	Autre		
Afrique							
1	**Burkina Faso**	Orphans and Vulnerable Children	Présence régulière dans un centre de santé pour les enfants de 0-6 ans	90% de présence à l'école par trimestre		Total	Lié à la variable de sortie
2	**Erythrée**	Eritrea Results Based financing	• 4 bilans prénatals et naissance dans une institution • 2 bilans de croissance achevés pour les 1-2 ans			Transfert spécifique	Lié à la variable de sortie
3	**Ghana**	LEAP	• Inscription avec l'assurance maladie nationale • Certificats de naissance, toutes vaccinations et soins postnatals pour les 0-18 ans	Inscription sans abandon des élèves dans les écoles de base	Pas de travail des enfants	Total	Lié à la variable de sortie
4	**Kenya**	Cash Transfer for Orphans and Vulnerable Children	• 6 visites dans les installations de santé pour les vaccins des enfants de moins de 1 an • 2 visites dans les installations de santé pour un contrôle de croissance et un supplément en vitamine A pour les enfants de 1-5 ans	• 80% de présence à l'école pour les enfants de 6-17 ans • Sessions de sensibilisation pour les adultes membres 1 fois par an		Total	Lié à la variable de sortie
5	**Malawi**	Zomba Cash Transfer		80% de présence		Transfert spécifique	Lié à la variable de sortie
6	**Mali**	Bourse Maman		Inscription et 80% de présence		Transfert spécifique	Lié à la variable de sortie
7	**Niger**	Niger Pilot Cash Program	Sessions de sensibilisation			Total	Lié à la variable de sortie
8	**Nigeria**	Care of the Poor	Soins anténatals pour les femmes enceintes	• Inscription à l'école des enfants en âge de scolarisation jusqu'au collège • 80% de présence scolaire mensuelle		Total	Lié à la variable de sortie

9	**Nigeria**	Nigeria Kano CCT for Girls' education	• Bilans médicaux et vaccination pour les moins de 5 ans • Classes pré- et postnatales pour les mères	80% de présence scolaire; souple: réussite aux examens	souple: certificats de naissance; formation pour les mères	Total	Lié à la variable de sortie et au résultat
10	**Sénégal**	CCT for OVCs	Présence à l'école et progrès des bénéficiaires	condition de soins de santé		Total	Lié à la variable de sortie et au résultat
11	**Tanzanie**	Community-based CCT	Bilans et vaccinations pour les 0-2 ans; 3 bilans par an pour les 3-5 ans; 1 bilan par an pour les vieillards	Inscription et 80% de présence		Total	Lié à la variable de sortie
12	**Tanzanie**	HIV/AIDS CCT	Sans MST; HIV négatif, n'ayant aucune grossesse non planifiée			Transfert spécifique	Lie au résultat
Asie							
13	**Bangladesh**	Female Secondary School Assistance Program		• Présence régulière à l'école d'au moins 75% des jours d'école • Obtention de 45% de la moyenne de la classe aux examens	Rester non mariée jusqu'au succès de l'école secondaire	Transfert spécifique	Lié à la variable de sortie et au résultat
14	**Bangladesh**	Primary Education Stipend Program		• Présence régulière à l'école d'au moins 85% des jours d'école • Obtention de notes de 40% dans les examens annuels		Transfert spécifique	Lié au rendement et au résultat
15	**Bangladesh**	Reaching Out-of-School children		• Présence régulière à l'école d'au moins 75% • Succès aux examens d'au moins 75%		Transfert spécifique	Lié à la variable de sortie et au résultat
16	**Cambodge**	Cambodia Education Sector Support Project		• Inscription à l'école • Présence régulière (Pas plus de 10 jours d'absence par an sans "bonne raison") • Passer dans la classe supérieure		Transfert spécifique	Lié à la variable de sortie et au résultat
17	**Inde**	Apni Beti Apna Dhan		Réussite des classes de 5ieme et 8ieme	Certificats de naissance; filles non mariées à l'âge de 18 ans	Transfert spécifique	Lié à la variable de sortie et au résultat
18	**Indonésie**	Program Keluarga Harapan	• Visites régulières dans les centres de santé pour les moins de 7 ans • Examens Anténatal / postnatal	• Inscription et présence régulière de 85% des jours d'école pour les enfants de 7-15 ans • Inscription dans un programme		Total	Lié à la variable de sortie

			pour les femmes enceintes et allaitantes	d'éducation pour les enfants de 15-18 ans qui n'ont pas terminé 9 années d'éducation de base			
19	**Pakistan**	Punjab Education Sector Reform Program		• Inscription dans les années 6-8ieme dans une école gouvernementale pour filles • Présence d'au moins 80%		Transfert spécifique	Lié à la variable de sortie
20	**Philippines**	Pantawid Pamilyang Pilipino Program	Bilans de santé réguliers et vaccination pour les enfants et les femmes enceintes	• Inscription • Présence régulière de 85%		Transfert séparé pour chaque condition	Lié à la variable de sortie
Moyen-Orient							
21	**Turquie**	Social Risk Mitigation Project	• Bilans mensuels pour les enfants de 0-6 mois • Bilans bimensuel pour les enfants de 7-18 mois • Bilans tous les 6 mois pour les enfants de 19-72 mois • Bilans anténatals mensuels, naissance accompagnée et bilans postnatals pour les femmes enceintes et allaitantes	• Présence régulière à l'école de 80% chaque mois • Pas plus d'un redoublement par classe		Transfert séparé pour chaque condition	Lié à la variable de sortie et au résultat
22	**Yémen**	Basic Education Development Project		• Présence régulière à l'école d'au moins 80% de toutes les classes sur une période de 2 mois, obtention d'une note de passage dans la classe supérieure à un test de réussite		Transfert spécifique	Lié à la variable de sortie et au résultat
Amérique latine / Pacifique							
23	**Argentine**	Programa Familias	• Plan de vaccination pour les enfants de moins de 20 ans • Bilans bimensuels pour les femmes enceintes	• Inscription à l'école • Présence régulière des enfants de 5-19 ans ou réussite du niveau secondaire		Total	Lié à la variable de sortie
24	**Bolivie**	Juancito Pinto		Présence régulière d'au moins 75% de l'année scolaire		Total	Lié à la variable de sortie
25	**Brésil**	Bolsa Familia	• Vaccinations, Bilans de santé réguliers et contrôles de la croissance pour les enfants de moins de 5 ans • Bilans prénatal et postnatal et participation à des formations pour les femmes enceintes et	• Inscription à l'école • Présence régulière à l'école d'au moins 85% chaque mois pour tous les enfants de 6-17 ans • Participation aux réunions parents-professeurs		Transfert principal inconditionnel	Lié à la variable de sortie

			allaitantes				
26	**Chili**	Chile Solidario	Personnalisé	Personnalisé	Personnalisé	Total	Lié à la variable de sortie et au résultat
27	**Chili**	Subsidio Unitario Familiar	Contrôles médicaux réguliers pour les enfants de moins de 6 ans	Présence régulière à l'école pour les enfants de 6-18 ans		Total	Lié à la variable de sortie
28	**Colombie**	Familias en Accion	• Bilans de santé bimensuels pour les enfants de moins de 1 an • Bilans de santé trimestriels pour les enfants de 1-2 ans • Bilans de santé biannuels pour les enfants de 3-7 ans	Présence régulière à l'école d'au moins 80% sur un cycle de 2 mois		Transfert séparé pour chaque condition	Lié à la variable de sortie
29	**République dominicaine**	Solidaridad	Bilans de santé réguliers et vaccinations tous les 2 mois pour les enfants de moins de 1 an et tous les quatre mois pour les enfants de 1-5 ans	• Inscription à l'école • Présence régulière d'au moins 85% sur les jours d'école pour les enfants de 6-16 ans	Sessions de développement de capacité tous les 4 mois; certificats de naissance et cartes d'identification	Transfert principal inconditionnel	Lié à la variable de sortie
30	**Equateur**	Bono de Desarrollo Humano	Bilans de santé bimensuels et vaccination pour tous les enfants de moins de 6 ans	• Inscription à l'école • Présence régulière d'au moins 90% des jours d'école pour les enfants de 6-15 ans		Total	Lié à la variable de sortie
31	**Salvador**	Red Solidaria	Bilans de santé réguliers et vaccination des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes	• Inscription à l'école • Présence d'au moins 80% pour les enfants de 5-15 ans à l'école primaire		Transfert séparé pour chaque condition	Lié à la variable de sortie
32	**Guatemala**	Mi Familia Progresa	Bilans réguliers pour les femmes enceintes et les enfants de 0-16 ans	Présence régulière à l'école d'au moins 90%		Transfert séparé pour chaque condition	Lié à la variable de sortie
33	**Honduras**	Programa de Asignacion Familiar	• Bilans mensuels pour les enfants de moins de 2 ans	• Inscription à l'école • Présence régulière à l'école d'au	Formations trimestrielles	Transfert séparé pour chaque	Lié à la variable de sortie

			• Bilans trimestriels pour les enfants de 2-5 ans • Au moins 5 bilans prénatals et accouchement assisté pour les mères enceintes	moins 85%		condition	
34	**Jamaïque**	Program of Advancement through Health and Education	• Bilans trimestriels et vaccination des enfants de moins de 1 an • Bilans de santé bisannuels pour les enfants de 1-5 ans • Visites de santé bimensuelles pour les femmes enceintes et 2 bilans de santé pour les femmes allaitantes • Bilans de santé bisannuels pour tous les adultes	Présence régulière à l'école d'au moins 85% pour les enfants de 6-19 ans		Transfert principal inconditionnel	Lié à la variable de sortie
35	**Mexique**	Oportunidades	• Bilans de santé préventive • Cours sur la santé et la nutrition pour tous au delà de 15 ans	• Inscription à l'école • Taux de présence minimum de 80% mensuellement et de 93% annuellement • Succès de l'école intermédiaire et de la classe de 12ieme avant 22 ans		Transfert séparé pour chaque condition	Lié à la variable de sortie et au résultat
36	**Nicaragua**	Red de Proteccion Social	• Groupe de travail bimensuel sur la santé et l'éducation • Bilans de santé réguliers sur une base mensuelle pour les enfants de moins de 3 ans et sur une base bimensuelle pour les enfants de 3-5 ans; gain de poids et vaccinations adéquates pour les moins de 6 ans	• Inscription dans les classes 1-4ième pour les enfants de 7-13 ans • Présence régulière de 85% tous les 2 mois		Transfert séparé pour chaque condition	Lié à la variable de sortie et au résultat
37	**Panama**	Red de Oportunidades	• Vaccination pour les enfants de moins de 6 ans • Bilans de santé	• Présence régulière à l'école Participation aux conférences parents-professeurs	Participation à des événements de développement de capacité	Total	Lié à la variable de sortie
38	**Paraguay**	Tekopora	Bilans réguliers et vaccinations pour les enfants de moins de 15 ans	Immatriculation scolaire et présence régulière		Transfert principal inconditionnel	Lié à la variable de sortie

39	**Pérou**	Juntos	• Bilans prénatals et postnatals et participation a des formations pour les femmes enceintes; Bilans de santé, vaccinations, supplément en fer et traitement vermifuge pour les enfants de moins de 6 ans	Présence à l'école d'au moins 85% pour les enfants de 6-14 ans	Participation au programme mi nombre	Total	Lié à la variable de sortie

Source: Adapté de Fiszbein & Schady (2009) & Garcia & Moore (2010)

Annexe 2: Aperçu des études menées sur l'impact de la conditionnalité

Auteur	Etude	Année	Programmes et pays	Méthode	Résultats
Efficacité privée et sociale					
Baird, McIntosh et al.	Cash or Condition? Evidence from a randomized cash transfer program	2010	Zomba experiment / Malawi	Expérimentale	Pas d'impact statistiquement significatif sur la conditionnalité
Ribas, Soares et al.	Beyond cash: assessing externality and behavior effects of non-experimental cash transfers	2010	Tekopora / Paraguay	Non-expérimentale/ économétrique	• La conditionnalité annule l'effet de revenu sur la consommation et renforce les effets d'épargne • Seule la conditionnalité change la composition de la consommation
Handa et al.	Opening Up Pandora's Box: The Effect of Gender Targeting and Conditionality on Household Spending Behavior in Mexico's Progresa Program	2009	Oportunidades / Mexique	Non-expérimentale/ économétrique	Pas d'effet de la conditionnalité sur les dépenses totales ou spécifiques telles que la scolarisation
Gitter & Barham	Women's Power, Conditional Cash Transfers, and Schooling in Nicaragua	2008	Red de Proteccion Social / Nicaragua	Non-expérimentale/ économétrique	• Les effets de revenu sont de l'ordre de 25-33% des autres effets en regard à l'inscription à l'école • Concernant les dépenses, la conditionnalité a un effet statistiquement significatif sur la nourriture et le lait mais pas sur les dépenses scolaires
Schady & Araujo	Cash Transfers, Conditions, and School Enrollment in Ecuador	2008	Bono de Desarrollo Humano / Equateur	Quasi-expérimentale	Seuls les transferts monétaires conditionnels mènent à une augmentation statistiquement significative sur l'inscription avec l'effet non lié au revenu environ 6 fois supérieur à l'effet de revenu
De Brauw & Hoddinott	Must Conditional Cash Transfer Programs be conditioned to be effective? The impact of conditioning transfers on school enrollment in Mexico	2007	Oportunidades / Mexique	Quasi-expérimentale	• Pas d'impact de la conditionnalité au niveau primaire • Impact de 17-20% lors de la transition du primaire au secondaire
Heinrich	Demand and Supply-Side Determinants of Conditional Cash Transfer Program Effectiveness	2007	Beca / Argentine	Non-expérimentale	La conditionnalité améliore la présence et la performance à l'école
De Janvry & Sadoulet	When to use a CCT versus a CT approach?	2006	Old age pension / Afrique du sud	Non-expérimentale	La conditionnalité en Afrique du sud augmenterait l'impact de 6 fois
Todd & Wolpin	Assessing the Impact of a School Subsidy Program in Mexico: Using a Social Experiment to Validate a Dynamic Behavioral Modèle of Child Schooling and	2006	Oportunidades / Mexique	Simulation	• Effet de revenu d'environ 20% des effets non lie au revenu • Le transfert monétaire inconditionnel est préférable à un transfert monétaire conditionnel lorsqu'on

	Fertility				récompense l'accomplissement de la classe de 9ieme
De Janvry & Sadoulet	Conditional cash transfer programs for child human capital development: Lessons derived from experience in Mexico and Brazil.	2005	Oportunidades / Mexique	Modèle théorique Non-expérimentale/ économétrique	• Modèle : Les transferts monétaires conditionnels sont plus efficaces si l'augmentation de la scolarisation est l'objectif principal • La conditionnalité multiplie l'effet par 16
Kakwani et al.	Conditional Cash Transfers in African Countries	2005	12 pays africain	Simulation	Effet de revenu négligeable et supposition que la conditionnalité serait importante
Hoddinott & Skoufias	The Impact of PROGRESA on Food Consumption	2004	Oportunidades / Mexique	Non-expérimentale/ économétrique	L'effet non lié au revenu sur la disponibilité calorique ne reste statistiquement significatif que pour les fruits et légumes
Rubalca et al.	Spending, Saving and Public Transfers Paid to Women	2004	Oportunidades / Mexique	Non-expérimentale/ économétrique	Les effets non liés au revenu peuvent être le résultat de l'allocation du transfert aux femmes puisque les allocations de budget aux ménages monoparentaux restent les mêmes
Bourguignon, Ferreira et al.	Ex-ante evaluation of conditional cash transfer programs: The Case of Bolsa Escola	2002	Bolsa Escola / Brésil	Simulation	Pas d'impact sur l'éducation sans conditionnalité
Davis et al.	Conditionality and the impact of program design on household welfare: Comparing two diverse cash transfer programs in rural Mexico	2002	Oportunidades & Procampo / Mexique	Non-expérimentale/ économétrique	La conditionnalité a amélioré les résultats scolaires et sanitaires (Oportunidades) et les investissements agricoles (Procampo)
Economie politique					
Schüring	Strings attached or loose ends? The role of conditionality in Zambia's social cash transfer scheme	2010	Social Cash Transfer Scheme / Zambie	enquête, qualitative	La conditionnalité a le potentiel d'améliorer l'attraction des transferts monétaires sociaux mais seulement si le programme est correctement mis en œuvre
Lindert & Vincensini	Bolsa Família in the Spotlight of Public Opinion: Some Observations and Theories on the Political Economy of CCTs.	2009	Bolsa Familia / Brésil	Analyse des médias	Forte croyance parmi les politiciens de l'importance de la conditionnalité
De Janvry et al.	Local Electoral Incentives and Decentralized Program Performance	2009	Bolsa Familia / Brésil	Non-expérimentale/ économétrique	Effet négatif d'un suivi étroit de la conditionnalité sur les chances de réélection des maires
Taylor-Gooby	Sustaining state welfare in hard times: who will foot the bill?	2001	Europe	Enquête d'attitude	Popularité croissante de l'activation / conditionnalité parmi différents états de bien-être
Autonomisation					
Schüring	Strings attached or loose ends? The role of conditionality in Zambia's social cash transfer scheme	2010	Social Cash Transfer Scheme / Zambie	Enquête sur les bénéficiaires	La conditionnalité était perçue comme autonomisante et comme un outil de négociation avec les époux

Bradshaw	From Structural Adjustment to Social Adjustment. A Gendered Analysis of Conditional Cash Transfer Programmes in Mexico and Nicaragua	2008	Oportunidades / Mexique Red de Proteccion Social / Nicaragua	Qualitative	Les cours de parentalité peuvent être perçus comme dé-autonomisant, pas seulement par les bénéficiaires mais aussi par les non-bénéficiaires
Molyneux	Mothers at the Service of the New Poverty Agenda: Progresa / Oportunidades, Mexico's Conditional Transfer Programme	2006	Oportunidades / Mexique	Qualitative	La conditionnalité renforce les rôles traditionnels et les responsabilités des deux sexes
Adato	The impact of Progresa on women's status and intrahousehold relations	2002	Oportunidades / Mexique	Qualitative	Les réunions mensuelles augmentaient la confiance des femmes, leur sensibilisation et leur connaissance
Equité					
Schüring	Strings attached or loose ends? The role of conditionality in Zambia's social cash transfer scheme	2010	Social Cash Transfer Scheme / Zambie	Qualitative, Données administratives, enquête	La conditionnalité filtre plutôt les pauvres que les ménages non qualifiables
Alvarez, Devoto et al.	Why Do Beneficiaries Leave the Safety Net in Mexico? A Study of the Effects of Conditionality on Dropouts	2008	Oportunidades / Mexique	Non-expérimentale/ économétrique	La conditionnalité sert de mécanisme de filtrage

Maastricht Graduate School of Governance
Working Paper Series

List of publications

2010		
No.	*Author(s)*	*Title*
001	Hercog, M. and A. Wiesbrock	The Legal Framework for Highly-Skilled Migration to the EU: EU and US Labour Migration Policies Compared
002	Salanauskaite, L. and G. Verbist	The 2004 Law on Allowances to Children in Lithuania: What do Microsimulations tell us about its Distributional Impacts?
003	Salanauskaite, L.	Microsimulation Modelling in Transition Countries: Review of Needs, Obstacles and Achievements
004	Ahmed, M, Gassmann, F.	Measuring Multidimensional Vulnerability in Afghanistan
005	Atamanov, A. and M. van den Berg	Rural non-farm activities in Central Asia: a regional analysis of magnitude, structure, evolution and drivers in the Kyrgyz Republic
006	Tirivayi, N., J. Koethe and W. Groot	Food Assistance and its effect on the Weight and Antiretroviral Therapy Adherence of HIV Infected Adults: Evidence from Zambia
007	Atamanov, A. and M. van den Bergs	Determinants of remittances in Central Asia: evidence based on the household budget survey in the Kyrgyz Republic
008	Tomini, F. and L. Borghans	Between Children and Friends
009	Tirivayi, N. and W. Groot	In Kind Transfers, Household Spending Behaviour and Consumption Responses in HIV-affected Households: Evidence from Zambia
010	Tomini, F. and L. Borghans	Interdependent transfers and individual needs: Parental support to children in the Netherlands
011	Kwanpadh Suddhi-Dhamakit	You, Me, or Us? Conjugal Separation and Parent-Child Separation in Family Migration: a Case of Rural Thailand
012	Florian Tomini	Transferring to family and friends: A review of the Motives, Evidence, and the role of Economics

013	Keetie Roelen	Girls in Transition – How to build evidence and gain insight?
014 **A**	Eshter Schüring	Conditions, conditionality, conditionalities, responsibilities – finding common ground
014 **B**	Esther Schüring	Conditions, conditionnalité, conditionnalités, responsabilités – vers un terrain d'entente ?
2009		
No.	Author(s)	*Title*
001	Roelen, K., Gassmann, F. and C. de Neubourg	Child Poverty in Vietnam - providing insights using a country-specific and multidimensional model
002	Siegel, M. and Lücke, M.	What Determines the Choice of Transfer Channel for Migrant Remittances? The Case of Moldova
003	Sologon, D. and O'Donoghue, C.	Earnings Dynamics and Inequality in EU 1994 - 2001
004	Sologon, D. and O'Donoghue, C.	Policy, Institutional Factors and Earnings Mobility
005	Muñiz Castillo, M.R. and D. Gasper	Looking for long-run development effectiveness: An autonomy-centered framework for project evaluation
006	Muñiz Castillo, M.R. and D. Gasper	Exploring human autonomy effectiveness: Project logic and its effects on individual autonomy
007	Tirivayi, N and W. Groot	The Welfare Effects of Integrating HIV/AIDS Treatment with Cash or In Kind Transfers
008	Tomini, S., Groot, W. and Milena Pavlova	Paying Informally in the Albanian Health Care Sector: A Two-Tiered Stochastic Frontier Bargaining Model
009	Wu, T., and Lex Borghans	Children Working and Attending School Simultaneously: Tradeoffs in a Financial Crisis
010	Wu, T., Borghans, L. and Arnaud Dupuy	No School Left Behind: Do Schools in Underdeveloped Areas Have Adequate Electricity for Learning?
011	Muñiz Castillo, M.R.	Autonomy as Foundation for Human Development: A Conceptual Model to Study Individual Autonomy

012	Petrovic, M.	Social Assistance, activation policy, and social exclusion: Addressing Causal Complexity
013	Tomini, F. and J. Hagen-Zanker	How has internal migration in Albania affected the receipt of transfers from kinship members?
014	Tomini, S. and H. Maarse	How do patient characteristics influence informal payments for inpatient and outpatient health care in Albania
015	Sologon, D. M. and C. O'Donoghue	Equalizing or disequalizing lifetime earnings differentials? Earnings mobility in the EU:1994-2001
016	Henning, F. and Dr. Gar Yein Ng	Steering collaborative e-justice. An exploratory case study of legitimization processes in judicial videoconferencing in the Netherlands
017	Sologon, D. M. and C. O'Donoghue	Increased Opportunity to Move up the Economic Ladder? Earnings Mobility in EU: 1994-2001
018	Sologon, D. M. and C. O'Donoghue	Lifetime Earnings Differentials? Earnings Mobility in the EU: 1994-2001
019	Sologon, D.M.	Earnings Dynamics and Inequality among men in Luxembourg, 1988-2004: Evidence from Administrative Data
020	Sologon, D. M. and C. O'Donoghue	Earnings Dynamics and Inequality in EU, 1994-2001
021	Sologon, D. M. and C. O'Donoghue	Policy, Institutional Factors and Earnings Mobility
022	Ahmed, M., Gassmann F.,	Defining Vulnerability in Post Conflict Environments
2008		
No.	Author(s)	*Title*
001	Roelen, K. and Gassmann, F.	Measuring Child Poverty and Well-Being: a literature review
002	Hagen-Zanker, J.	Why do people migrate? A review of the theoretical literature
003	Arndt, C. and C. Omar	The Politics of Governance Ratings
004	Roelen, K., Gassmann, F. and C. de Neubourg	A global measurement approach versus a country-specific measurement approach. Do they draw the same picture of child poverty? The case of Vietnam
005	Hagen-Zanker, J., M. Siegel and C. de	Strings Attached: The impediments to Migration

	Neubourg	
006	Bauchmüller, R.	Evaluating causal effects of Early Childhood Care and Education Investments: A discussion of the researcher's toolkit
007	Wu, T., Borghans, L. and A. Dupuy	Aggregate Shocks and How Parents Protect the Human Capital Accumulation Process: An Empirical Study of Indonesia
008	Hagen-Zanker, J. and Azzarri, C.	Are internal migrants in Albania leaving for the better?
009	Rosaura Muñiz Castillo, M.	Una propuesta para analizar proyectos con ayuda internacional: De la autonomía individual al desarrollo humano
010	Wu, T.	Circular Migration and Social Protection in Indonesia
2007		
No.	Author(s)	*Title*
001	Notten, G. and C. de Neubourg	Relative or absolute poverty in the US and EU? The battle of the rates
002	Hodges, A. A. Dufay, K. Dashdorj, K.Y. Jong, T. Mungun and U. Budragchaa	Child benefits and poverty reduction: Evidence from Mongolia's Child Money Programme
003	Hagen-Zanker, J. and Siegel, M.	The determinants of remittances: A review of the literature
004	Notten, G.	Managing risks: What Russian households do to smooth consumption
005	Notten, G. and C. de Neubourg	Poverty in Europe and the USA: Exchanging official measurement methods
006	Notten, G and C. de Neubourg	The policy relevance of absolute and relative poverty headcounts: Whats in a number?
007	Hagen-Zanker, J. and M. Siegel	A critical discussion of the motivation to remit in Albania and Moldova
008	Wu, Treena	Types of Households most vulnerable to physical and economic threats: Case studies in Aceh after the Tsunami
009	Siegel, M.	Immigrant Integration and Remittance Channel Choice
010	Muñiz Castillo, M.	Autonomy and aid projects: Why do we care?

2006

No.	Author(s)	*Title*
001	Gassmann, F. and G. Notten	Size matters: Poverty reduction effects of means-tested and universal child benefits in Russia
002	Hagen-Zanker, J. and M.R. Muñiz Castillo	Exploring multi-dimensional wellbeing and remittances in El Salvador
003	Augsburg, B.	Econometric evaluation of the SEWA Bank in India: Applying matching techniques based on the propensity score
004	Notten, G. and D. de Crombrugghe	Poverty and consumption smoothing in Russia

2005

No.	Author(s)	*Title*
001	Gassmann, F.	An Evaluation of the Welfare Impacts of Electricity Tariff Reforms And Alternative Compensating Mechanisms In Tajikistan
002	Gassmann, F.	How to Improve Access to Social Protection for the Poor? Lessons from the Social Assistance Reform in Latvia